



CONSEIL COMMUNAL DU 24 SEPTEMBRE 2015  
GEMEENTERAAD VAN 24 SEPTEMBER 2015

REGISTRE

REGISTER

**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président/Voorzitter* ;

**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Bourgmestre f.f./Burgemeester d.d.* ;

Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s/Schepenen* ;

Didier Gosuin, Bernard Noel, Véronique Jamouille, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;

Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Michel Wauters, Suzanne Coopmans, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

**Verontschuldigd**

Ouverture de la séance à 20:00

Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

24.09.2015/A/0001 **Secrétariat**

**Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 25.06.2015 - Approbation**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu le règlement d'ordre d'intérieur ;

Vu le projet de procès-verbal communiqué aux Conseillers communaux ;

Décide

d'approuver le procès-verbal de la séance du 28.05.2015

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 25.06.2015 - Goedkeuring**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op het huishoudelijk reglement ;

Gelet op het notulensvoorstel aan de Gemeenteraadsleden verzend ;

Beslist

het proces-verbaal van de zitting van 28.05.2015 goed te keuren

Onderhavige beraadslaging, zal onder vorm van een beknope omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0002 **Secrétariat**

**Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette (EUR)	Article Budgétaire
#002/09.06.2015/B/0015#	Espace Public	Fourniture d'arbres, conifères, plantes vivaces, arbustes rosiers et tuteurs - Procédure négociée sans publicité - Fixation des conditions - Approbation de la dépense et du cahier spécial des charges - Désignation des firmes à consulter.	15000	766/124€ 766/734€
		Projet "Les Oursons" - marché de services		

#002/09.06.2015/B/0101#	Petite Enfance	d'architecture - procédure négociée sans publicité - adoption du cahier spécial des charges - fixation des soumissionnaires à consulter.	97000	844/722€
#002/09.06.2015/B/0102#	Petite Enfance	Projet "Les Oursons" - marché de services d'ingénieur en stabilité - procédure négociée sans publicité - adoption du cahier spécial des charges - fixation des soumissionnaires à consulter.	20000	844/722€
#002/09.06.2015/B/0103#	Petite Enfance	Projet "Les Oursons" - marché de services d'ingénieur en techniques spéciales - procédure négociée sans publicité - adoption du cahier spécial des charges - fixation des soumissionnaires à consulter.	50000	844/722€
		Projet "Les		

#002/09.06.2015/B/0104#	Petite Enfance	Oursons" - marché de services de Conseiller PEB - procédure négociée sans publicité - adoption du cahier spécial des charges - fixation des soumissionnaires à consulter.	5000	844/722€
#002/16.06.2015/B/0049#	Enseignement - Formation	Centres scolaires communaux - Achat de deux tableaux blancs interactifs.	6497,7	722/744€
#002/23.06.2015/B/0020#	Urbanisme	Imputation des travaux de conservation préalables à la restauration de l'Orgue de tribune classé de l'Eglise Sainte- Anne (subsidiés à 80% par la Direction des Monuments et des Sites) à l'exercice budgétaire 2015.	1.343,10€ TVAC (dépense travaux) - 1.074,48€ TVAC (recette subside) = 268,62€ TVAC (dépense effective)	790.745.
		Aménagements du bâtiment de la prévention, 1326 chaussée de Wavre - Mise en conformité du système de détection d'incendie -		

#002/23.06.2015/B/0026#	Espace Public	Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	10195,46	300/724.
#002/23.06.2015/B/0027#	Espace Public	Démontage et évacuation d'une toiture en Eternit au Cimetière communal - Marché par procédure négociée sans publicité sur simple facture acceptée - approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	3.146,00 € TVAC	100/724.
#002/30.06.2015/B/0014#	Espace Public	Etude pour la rénovation de la toiture verrière du centre sportif - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	50000	764/724.
		Marché de services d'architecture, d'étude et d'aménagement		

#002/30.06.2015/B/0017#	Espace Public	des bâtiments communaux à Rouge Cloitre - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter	50.000 € TVAC	771/724.
#002/30.06.2015/B/0018#	Espace Public	Remplacement d'un vitrage à la Maison Communale - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Travaux imprévus - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1990.45€ tvac	100/724€
#002/07.07.2015/B/0037#	Espace Public	Remplacement de la chargeuse-pelleteuse - Marché par Procédure Négociée Sans publicité - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des	75000	138/743.

		firmer à consulter		
#002/07.07.2015/B/0038#	Espace Public	Reparation du container presse - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	4115,21	136/745€
#002/20.07.2015/B/0024#	Espace Public	Aménagements du bâtiment de la prévention, 1326 chaussée de Wavre - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	0	300/724.
#002/20.07.2015/B/0025#	Espace Public	Analyse des Risques et Mesures Préventives relatives aux prescriptions minimales de sécurité des installations électriques sur les lieux de travail - Marché par procédure négociée sans publicité - Fixation des	40000	100/724.

		conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter		
#002/20.07.2015/B/0028#	Espace Public	Remplacement d'engins de gymnastique dans les écoles - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	0	722/745.
#002/20.07.2015/B/0030#	Espace Public	Rénovation de la toiture du Centre Scolaire "Les Marronniers" - Désignation d'un bureau d'étude spécialisé - Marché par procédure négociée sans publicité sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	11000	100/724.
		Achat d'EPI pour le Plan vert, le stade et le cimetière -		



#002/25.08.2015/B/0035#	Espace Public	Procédure négociée sans publicité sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	5639,04	766/744€
#002/25.08.2015/B/0045#	Espace Public	Fourniture et pose d'arbres en divers endroits de la commune - marché par procédure négociée sans publicité - Désignation de l'adjudicataire	24684	766/721.
#002/25.08.2015/B/0052#	Espace Public	Remplacement du liquide de refroidissement du groupe de froid du Centre Culturel - Travaux imprévus - Marché par procédure négociée sans publicité - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	4.992,81€ tvac	100/724€
		Rénovation des sanitaires du pavillon des Arums - Marché par procédure négociée sur		

#002/25.08.2015/B/0058#	Espace Public	simple facture acceptée - Travaux imprévus - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	3.167,18€ tvac	722/724€
#002/25.08.2015/B/0059#	Espace Public	Réparation de l'alarme anti intrusion installée à la bibliothèque communale du Centre - Travaux imprévus - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	1994.08€ tvac	100/724.
#002/25.08.2015/B/0060#	Espace Public	Réparation de l'alarme incendie installée à la bibliothèque communale du Centre - Travaux imprévus - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de	2.243,26€ tvac	100/724.

#002/25.08.2015/B/0063#	Espace Public	l'adjudicataire Travaux de terrassment pour exhumations de la pelouse S3 au Cimetière communal - Marché par Procédure Négociée Sans Publicité - Désignation de l'adjudicataire	18.150,00 € TVAC	878/724.
#002/25.08.2015/B/0095#	Enseignement - Formation	Centres scolaires communaux - Achat de mobilier et de matériel d'équipement - Marché par procédure négociée sans publicité.	15000	722/742.
#002/25.08.2015/B/0127#	Informatique	Achat du matériel informatique (une imprimante pour l'école "Pré des Agneaux" et pour le Stade + 2 imprimantes de réserve) – liste du matériel à acheter – Désignation d'un adjudicataire.	1295,48	120/742.
		Aménagement du bâtiment Chaussé de Wavre, 1326 (câblage,		

#002/25.08.2015/B/0128#	Informatique	switches et téléphonie) - liste du matériel à acheter - désignation d'un adjudicataire.	22365,58	120/7425
-------------------------	--------------	---	----------	----------

PREND ACTE :

- de la passation des marchés par procédure négociée sans publicité susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

### Secretariaat

#### Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	B :
#002/09.06.2015/B/0015#	Publieke Ruimte	Levering van bomen, vaste planten en heesters - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de firma's	15000	70 70
#002/09.06.2015/B/0101#	Peuterzorg	Project "Les Oursons" - Overheidsopdracht van architectuurdiensten - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - vaststelling van de bijzondere lastenboek - vaststelling van de te	97000	84

		raadplegen inschrijvers.		
#002/09.06.2015/B/0102#	Peuterzorg	Project "Les Oursons" - Overheidsopdracht van stabiliteitsingenieurdiensten - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - vaststelling van de bijzondere lastenboek - vaststelling van de te raadplegen inschrijvers.	20000	8%
#002/09.06.2015/B/0103#	Peuterzorg	Project "Les Oursons" - Overheidsopdracht van bijzondere tekniekeningenieurdiensten - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - vaststelling van de bijzondere lastenboek - vaststelling van de te raadplegen inschrijvers.	50000	8%
#002/09.06.2015/B/0104#	Peuterzorg	Project "Les Oursons" - Overheidsopdracht van EPB-adviseurdiensten - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - vaststelling van de bijzondere lastenboek - vaststelling van de te raadplegen inschrijvers.	5000	8%
#002/16.06.2015/B/0049#	Onderwijs - vorming	Gemeentelijke schoolcentra - Aankoop van twee witte interactief borden	6497,7	7%
#002/23.06.2015/B/0020#	Stedenbouw	Boeking van conserveringswerken voorafgaande van het in ere herstellen van de beschermd orgel van Sint- Anna's Kerk (gesubsidieerde werken tot 80% door de Directie Monumenten en	1.343,10€ TVAC (dépense travaux) - 1.074,48€ TVAC (recette subside) = 268,62€	7%

		Landschappen) op de 2015 begrotingsjaar	TVAC (dépense effective)	
#002/23.06.2015/B/0026#	Publieke Ruimte	Ontwikkeling van het gebouw "Preventie", 1326 Waversesteenweg - Opdracht via onderhandelingsprocedure gesloten op een aanvaarde factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	10195,46	30
#002/23.06.2015/B/0027#	Publieke Ruimte	Uiteenname en evacuatie van een dak in Eternit op het kerkhof - Opdracht per Onderhandelingsprocedure zonder bebedmaking gesloten op een aanvaarde factuur – goedkeuring van de uitgave – Aanduiding van de opdrachtnemer	3.146,00 € TVAC	10
#002/30.06.2015/B/0014#	Publieke Ruimte	Studie voor de renovatie van het dak van het sportcentrum - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	50000	70
#002/30.06.2015/B/0017#	Publieke Ruimte	Opdracht van diensten van architectuur, studie en inrichting van de gemeentelijke gebouwen aan het Rood Klooster – goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek – Aanduiding van de firma's	50.000 € TVAC	70
#002/30.06.2015/B/0018#	Publieke Ruimte	Vervanging van een venster van het Gemeentehuis - Opdracht per onderhandelingsprocedure op een aanvaarde factuur -	1990.45€ tvac	10

		Onvoorziene werken - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer		
#002/07.07.2015/B/0037#	Publieke Ruimte	Vervanging van de laadschop-lader - Opdracht via onderhandelingprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	75000	10
#002/07.07.2015/B/0038#	Publieke Ruimte	Herstelling van de zelfpersende container - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op eenvoudige aangenomen factuur - Goedkeuring van de opdracht en de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.	4115,21	10
#002/20.07.2015/B/0024#	Publieke Ruimte	1326 Waversesteenweg - Opdracht via onderhandelingsprocedure gesloten op een aanvaarde factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	0	30
#002/20.07.2015/B/0025#	Publieke Ruimte	Risicoanalyse en voorzorgmaatregelen betreffende de minimale veiligheidsvoorschriften van de elektrische installaties op de arbeidsplaatsen - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de firma's	40000	10

#002/20.07.2015/B/0028#	Publieke Ruimte	Vervanging van sportartikelen in de scholen - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	0	70
#002/20.07.2015/B/0030#	Publieke Ruimte	Vernieuwing van het dak van het schoolcentrum "Les Marronniers" - Aanduiding van een gespecialiseerd studiebureau - Opdracht per onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking gesloten op aanvaarde factuur - Goedkeuring van de opdracht en van de uitgave - Aanduiding opdrachtnemer	11000	100
#002/25.08.2015/B/0035#	Publieke Ruimte	Aankoop van PBM voor Groendienst, stadio en kerkhof - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking gesloten op een aanvaarde factuur - Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de opdrachtnemer.	5639,04	70
#002/25.08.2015/B/0045#	Publieke Ruimte	Levering en plaatsing van bomen in verschillende plaatsen van de gemeente - Opdracht per onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Aanduiding van de opdrachtnemer	24684	70
		Vervanging van de afkoelingsvloeistof van de groep van kou van het Culturele Centrum -		



#002/25.08.2015/B/0052#	Publieke Ruimte	Onvoorziene werken - Opdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	4.992,81€ tvac	10
#002/25.08.2015/B/0058#	Publieke Ruimte	Renovation van de wc's van het paviljoen "Arums" - Opdracht per onderhandelingsprocedure op een aanvaarde factuur Onvoorzien werken - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	3.167,18€ tvac	7
#002/25.08.2015/B/0059#	Publieke Ruimte	Reparatie van inbraakalarm geïnstalleerd aan de openbare bibliotheek - Onvoorziene werken - Opdracht per onderhandelingsprocedure op een aanvaarde factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	1994,08€ tvac	10
#002/25.08.2015/B/0060#	Publieke Ruimte	Reparatie van brandalarm geïnstalleerd aan de openbare bibliotheek - Onvoorzienbare werken - Opdracht per onderhandelingsprocedure op een aanvaarde factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	2.243,26€ tvac	10
#002/25.08.2015/B/0063#	Publieke Ruimte	Grondwerken voor opgravingen van het grasveld S3 in het gemeentelijk kerkhof - Opdracht via onderhandelingsprocedure	18.150,00 € TVAC	8

		zonder bekendmaking - Aanduiding van de opdrachtnemer		
#002/25.08.2015/B/0095#	Onderwijs - vorming	Gemeentelijke schoolcentra - aankoop van meubelen en inrichtingsmateriaal - opdracht van onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking	15000	7%
#002/25.08.2015/B/0127#	Informatica	Aankoop van informaticamateriaal (printer voor de school "Pré des Agneaux" en voor het Stadion + 2 reserveprinters) - Lijst van aan te kopen materiaal - Aanduiding van de aanbesteder.	1295,48	1%
#002/25.08.2015/B/0128#	Informatica	Inrichting gebouw Waverssesteenweg, 1326 (bekabeling, switches en telefonie) - Lijst van aan te kopen materiaal - aanduiding van opdrachtgever.	22365,58	1%

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en op aangenomen factuur;

- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

24.09.2015/A/0003 **Secrétariat**

**Communication au Conseil communal des arrêtés adoptés par le Bourgmestre sur base des articles 133 et 135 de la nouvelle loi communale**

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'action de sensibilisation et de recherche de donateurs pour l'organisation non gouvernementale CNCD-11.11.11 asbl du 1er au 31 juillet 2015 et du 1er septembre au 31 décembre 2015
2. Arrêté du Bourgmestre autorisant le fléchage et le passage d'une ballade en moto le 12 juillet 2015
3. Arrêté du bourgmestre autorisant l'organisation d'une foire d'artisans du 26 au 28 juin 2015
4. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'occupation du Parc Seny le dimanche 21 juin 2015
5. Autorisation du gestionnaire de voirie. Bassem - Wavre
6. Proposition de décision du gestionnaire de voirie
7. Autorisation du gestionnaire de voirie. Vivaqua assainissement
8. Autorisation du gestionnaire de voirie
9. Autorisation du gestionnaire de voirie
10. Proposition de décision du gestionnaire de voirie
11. Autorisation du gestionnaire de voirie
12. Autorisation du gestionnaire de voirie
13. Autorisation du gestionnaire de voirie
14. Autorisation du gestionnaire de voirie
15. Autorisation du gestionnaire de voirie
16. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'exécution d'un chantier en voirie régionale. Dossier OSIRIS B1 46004
17. Accord de chantier
18. Autorisation du gestionnaire de voirie
19. Proposition de décision du gestionnaire de voirie
20. Arrêté du Bourgmestre autorisant les festivités et l'organisation d'un bal Place Pinoy à 1160 Auderghem, les 4 et 5 juillet 2015
21. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'occupation du Parc Seny le vendredi 26 juin 2015
22. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'affichage temporaire du 1 au 30 novembre 2015 pour promouvoir le Festival Cinéma Méditerranéen de Bruxelles
23. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'occupation du parc à côté de la plaine de jeux de l'avenue Coulbaut le dimanche 6 septembre 2015

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

#### **Secretariaat**

#### **Mededeling aan de Gemeenteraad van besluiten van de Burgemeester op basis van artikelen 133 en 135 van het nieuwe gemeentewet**

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder :

1. Besluit van de burgemeester toestemmende de promotie en aanwervingsactie van CNCD-11.11.11 vanaf 1ste tot 31 juli 2015 en vanaf 1ste september tot 31 december 2015
2. Besluit van de Burgemeester dat de toelating geeft een wegwijzing en doorgang van een motor wandeling op 12 juli 2015
3. Besluit van de Burgemeester toestemmende een ambachtensontmoeting van 26 tot 28 juni 2015
4. Besluit van de Burgemeester toestemmende de bezetting van de Parc Seny op zondag 21 juni 2015
5. Vergunning van de beheerder. Bassem - Wavre
6. Voorstel tot beslissing van de wegbeheerder
7. AVergunning van de beheerder. Vivaqua assainissement
8. Vergunning van de beheerder
9. Vergunning van de beheerder
10. Voorstel tot beslissing van de wegbeheerder
11. Vergunning van de beheerder
12. Vergunning van de beheerder
13. Vergunning van de beheerder
14. Vergunning van de beheerder
15. Vergunning van de beheerder
16. Besluit van de Burgemeester tot goedkeuring van een werf op gewestelijke werf. Dossier OSIRIS B1 46004
17. Werfgoedkeuring
18. Vergunning van de beheerder
19. Voorstel tot beslissing van de wegbeheerder
20. Besluit van de burgemeester toestemmende festiviteiten en een dansfeest op het Pinoyplein op 4 en 5 juli 2015 in 1160 Oudergem
21. Besluit van de Burgemeester toestemmende de bezetting van de Parc Seny op vrijdag 26 juni
22. Besluit van de Burgemeester toestemmende het tijdelijke aanplakken van 1 tot 30 november 2015 om de Festival Cinéma Méditerranéen te bevorderen
23. Besluit van de Burgemeester dat de toelating geeft het park naast het speelplein in de Coulbautlaan te bezetten op zondag 6 september 2015

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

24.09.2015/A/0004 **Secrétariat**

**Protocole entre Brulabo et l'AFSCA**

Le Conseil,  
Vu la Nouvelle loi communale,  
Considérant l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA),  
Considérant l'arrêté royal du 28 mars 2014 proposant aux communes de conclure une convention de collaboration avec l'AFSCA pour l'exécution des contrôles,  
Considérant que le but du présent protocole consiste à déterminer les modalités de collaboration entre l'AFSCA et Brulabo dans le cadre de l'arrêté royal du 19 décembre 2002 et à préciser la compétence de contrôle de Brulabo,  
Considérant que le présent protocole est le résultat d'un travail de 10 ans, suite au souhait réciproque des deux parties d'aboutir à un accord de coopération,  
Considérant qu'une collaboration ainsi qu'un échange de données et des conventions claires entre Brulabo et l'AFSCA concernant les contrôles dans le secteur de la distribution sont importants dans le cadre de la garantie d'une chaîne alimentaire sûre pour tous les consommateurs,  
Considérant que l'AFSCA estime que Brulabo a les accréditations ISO nécessaires pour effectuer ces contrôles,  
Considérant que Brulabo réalise depuis longtemps les inspections et les analyses prévues par ce protocole et qu'il n'y aura pas de charges financières supplémentaires,  
Considérant qu'il est opportun que les agents du service d'inspection de Brulabo puissent bénéficier des formations techniques organisées par l'AFSCA et qu'un système d'échanges d'informations soit organisé entre l'AFSCA (UPC Bruxelles) et Brulabo,  
DECIDE.  
d'approuver le protocole entre l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et Brulabo concernant les contrôles dans le secteur de la distribution en matière de sécurité de la chaîne alimentaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Secretariaat**

### **Protocol tussen Brulabo en FAVV**

De Raad,  
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet,  
Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV),  
Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 2014 dat de gemeenten de mogelijkheid geeft om een samenwerkingsovereenkomst met het FAVV af te sluiten,  
Overwegende dat huidig protocol als doel heeft de modaliteiten van de samenwerking tussen het FAVV en Brulabo te bepalen in het kader van het koninklijk besluit van 19 december 2002 en de bevoegdheid voor het uitvoeren van inspecties door Brulabo te verduidelijken,

Overwegende de wederzijdse wens van de beide partijen om tot een samenwerkingsovereenkomst te komen, is dit protocol na 10 jaar tot stand gekomen,  
Overwegende dat de samenwerking als ook de uitwisseling van gegevens en duidelijke afspraken tussen Brulabo en het FAVV over de controles in de distributiesector belangrijk zijn om een veilige voedselketen voor alle consumenten te garanderen,  
Overwegende dat het FAVV acht dat Brulabo over de nodige ISO-accreditaties beschikt om deze controles uit te voeren,

Overwegende dat Brulabo reeds lange tijd de inspecties en analyses uitvoert die het protocol voorziet en dat er geen extra financiële lasten zijn,

**BESLIST :**

het protocol tussen het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en Brulabo betreffende de controles in de distributiesector met betrekking tot de veiligheid van de voedselketen goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0005 **Secrétariat**

**Rapport annuel de la représentante de la commune au conseil d'administration de SIBELGA.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, article 96bis

Prend acte

du rapport annuel de la représentante de la commune au conseil d'administration de SIBELGA.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**Jaarlijks verslag van de vertegenwoordigster van de gemeente in de raad van bestuur van SIBELGA.**

DE RAAD :

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikel 96bis ;

Neem akte van de jaarlijkse verslag van de vertegenwoordiger van de gemeente in de raad van bestuur van SIBELGA.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0006 **Secrétariat**

**Fusion entre les sociétés « Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem », « Ville et Forêt » de Watermael-Boitsfort et « Construction d'habitations sociales de Woluwé-Saint-Pierre » - Approbation**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Vu le Code bruxellois du logement, notamment l'article 44 – 2bis,

Considérant ce qui suit :

La commune d'Auderghem est associée de la société immobilière de service public « Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem ».

L'Ordonnance du 26 juillet 2013 modifiant l'Ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement a décrété que le nombre de sociétés de logements sociaux (33) devait être réduit de moitié (16)

A défaut d'atteindre un patrimoine de quelque 2.000 logements, les sociétés ne seront plus agréées et n'accéderont plus aux subsides et crédits indispensables à leur survie.

Un projet de fusion entre les sociétés « Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem », « Ville et Forêt » de Watermael-Boitsfort et « Construction d'habitations sociales de Woluwé-Saint-Pierre » a été négocié par leurs conseils d'administration. Cette intention a été approuvée par leur tutelle la SLRB

La procédure envisagée est explicitée dans les documents légaux « Projet de fusion » et « Rapport spécial commun des 3 conseils d'administration aux actionnaires » portés à la connaissance des membres du conseil communal.

Six représentants de la commune d'Auderghem siègent avec voix délibérative au conseil d'administration de la nouvelle entité. Ces représentants sont élus par le Conseil communal.

Sont candidats au poste de représentant :

Liste 1

- Monsieur Michel COLOT, né le 17.07.1956 et domicilié 183/5 boulevard des Invalides, 1160 Auderghem
- Monsieur Marc TOLLET, né le 04.07.1964 et domicilié 308/8 boulevard du Souverain, 1160 Auderghem
- Madame Eloïse DEFOSSET, née le 08.03.1991 et domiciliée 1166/2 chaussée de Wavre, 1160 Auderghem
- Madame Florence COULDREY, née le 23.05.1974 et domiciliée 24 avenue Charles Schaller, 1160 Auderghem

- Madame Annick SOMMER, née le 16.05.1957 et domiciliée 7/6 clos Lucien Outers, 1160 Auderghem
- Monsieur Jean-Claude VITOUX né le 28.12.1954 et domicilié 33 avenue Jean Colin, 1160 Auderghem

Le Conseil procède à la désignation par un vote de liste, . Le résultat est le suivant :

- Liste 1 – à l'unanimité

Deux candidats de l'opposition communale siègent avec voix consultative au conseil d'administration de la nouvelle entité. Ces représentants sont élus par le Conseil communal.

Sont candidats :

Liste 1

- Monsieur André DECOURRIERE, né le 02/03/1954 et domicilié 41 rue des Néfliers, 1160 Auderghem
- Monsieur Bernard LANGE, né le 31/01/1969 et domicilié 26 rue du Vieux Moulin, 1160 Auderghem

Le Conseil procède à la désignation par un vote de liste,. Le résultat est le suivant :

- Liste 1 – à l'unanimité

Le conseil donne délégation à deux de ses membres, l'une à titre principal, l'autre à titre suppléant, pour représenter la commune à la passation des actes lors de l'assemblée générale extraordinaire de constitution de la société fusionnée.

Sont candidats délégué :

- Monsieur Christophe MAGDALIJS, né le 18.07.1971 et domicilié 66 avenue Daniel Boon, 1160 Auderghem (délégué à titre principal) ; Monsieur Alain LEFEBVRE, né le 01.07.1953 et domicilié 13 drève Joseph Vanderborgh, 1160 Auderghem (délégué à titre suppléant)

Le Conseil procède à la délégation par un vote. Le résultat est le suivant :

- Monsieur Christophe MAGDALIJS (délégué à titre principal) ; Monsieur Alain LEFEBVRE (délégué à titre suppléant) – à l'unanimité

Décide :

- d'approuver l'intention de fusionner manifestée par ces trois sociétés
- d'approuver l'engagement d'une procédure de fusion par absorption de ces trois sociétés, la société « Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem » étant la société absorbante
- de désigner les six (6) représentants de la commune d'Auderghem pour siéger



avec voix délibérative au conseil d'administration de la nouvelle entité :

- Monsieur Michel COLOT, né le 17.07.1956 et domicilié 183/5 boulevard des Invalides, 1160 Auderghem
  - Monsieur Marc TOLLET, né le 04.07.1964 et domicilié 308/8 boulevard du Souverain, 1160 Auderghem
  - Madame Eloïse DEFOSSET, née le 08.03.1991 et domiciliée 1166/2 chaussée de Wavre, 1160 Auderghem
  - Madame Florence COULDREY, née le 23.05.1974 et domiciliée 24 avenue Charles Schaller, 1160 Auderghem
  - Madame Annick SOMMER, née le 16.05.1957 et domiciliée 7/6 clos Lucien Outers, 1160 Auderghem
  - Monsieur Jean-Claude VITOUX né le 28.12.1954 et domicilié 33 avenue Jean Colin, 1160 Auderghem
- de désigner deux (2) candidats de l'opposition communale pour siéger à titre consultatif au conseil d'administration de la nouvelle entité :
- Monsieur André DECOURRIERE, né le 02/03/1954 et domicilié 41 rue des Néfliers, 1160 Auderghem
  - Monsieur Bernard LANGE, né le 31/01/1969 et domicilié 26 rue du Vieux Moulin, 1160 Auderghem
- de donner délégation à Monsieur Christophe MAGDALIJS à titre principal et à Monsieur Alain LEFEBVRE à titre suppléant pour représenter la commune à la passation des actes lors de l'assemblée générale extraordinaire de constitution de la société fusionnée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Secretariaat**

**Fusie tussen de maatschappijen "Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem - Sociale Woningen en Huisvesting Oudergem », « Ville et Forêt - Stad en Woud» van Watermaal-Bosvoorde en « Construction d'habitations sociales de Woluwé-Saint-Pierre – Bouw Sociale Woningen Sint-Pieters-Woluwe» - Goedkeuring**

De raad,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, en in hert bijzonder artikel 117,

Gelet op de Brusselse Wooncode en in het bijzonder artikel 44 – 2bis,

Gezien wat volgt:

De gemeente Oudergem heeft banden met de vastgoedmaatschappij van openbaar belang « Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem – Sociale Woningen en Huisvesting Oudergem».

De ordonnantie van 26 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Wooncode heeft beslist dat het aantal sociale

huisvestingsmaatschappijen (33) met de helft moet verminderd worden (16)

Als de maatschappijen geen bestand van ongeveer 2000 woningen bereiken zullen ze niet meer erkend worden en geen toegang meer hebben tot de voor hun overleven onmisbare subsidies en kredieten.

Een plan voor de fusie tussen de maatschappijen “Habitations et Logements Sociaux d’Auderghem - Sociale Woningen en Huisvesting Oudergem », « Ville et Forêt - Stad en Woud» van Watermaal-Bosvoorde en « Construction d’habitations sociales de Woluwé-Saint-Pierre – Bouw Sociale Woningen Sint-Pieters-Woluwe» werd door hun raden van bestuur onderhandeld. Dit plan werd door hun voorgdij, de BGHM, goedgekeurd.

De geplande procedure wordt uiteengezet in de wettelijke documenten « Fusievoorstel » en « Bijzonder gemeenschappelijk verslag van de 3 raden van bestuur aan de aandeelhouders », die aan de gemeenteraadsleden voorgelegd werden.

Zes vertegenwoordigers van de gemeente Oudergem zetelen met beraadslagende stem in de raad van bestuur van de nieuwe entiteit. Deze vertegenwoordigers worden door de gemeenteraad gekozen.

De kandidaten voor de functie van vertegenwoordiger zijn:

Lijst 1

- De heer Michel COLOT, geboren op 17.07.1956 en wonende Invalidenlaan 183/5, 1160 Oudergem
- De heer Marc TOLLET, geboren op 04.07.1964 en wonende Vorstlaan 308/8, 1160 Oudergem
- Mevrouw Eloïse DEFOSSET, geboren op 08.03.1991 en wonende Waversesteenweg 1166/2, 1160 Oudergem
- Mevrouw Florence COULDREY, geboren op 23.05.1974 en wonende Charles Schallerlaan 24, 1160 Oudergem
- Mevrouw Annick SOMMER, geboren op 16.05.1957 en wonende Lucien Outersgaarde 7/6, 1160 Oudergem
- De heer Jean-Claude VITOUX geboren op 28.12.1954 en wonende Jean Collinlaan 33, 1160 Oudergem

De raad gaat over tot de benoeming door stemming op een lijst. Het resultaat is als volgt:

- Lijst 1 – eenparig

Twee kandidaten van de gemeentelijke oppositie zetelen met raadgevende stem in de raad van bestuur van de nieuwe entiteit. Deze vertegenwoordigers worden door de gemeenteraad gekozen.

De kandidaten zijn:

Lijst 1

- De heer André DECOURRIERE, geboren op 02/03/1954 en wonende

Mispelaarstraat 41, 1160 Oudergem

- De heer Bernard LANGE, geboren op 31/01/1969 en wonende Oude Molenstraat 26, 1160 Oudergem

De raad gaat over tot de benoeming door stemming op een lijst. Het resultaat is als volgt:

- Lijst 1 – eenparig

De raad verleent machtiging aan twee van zijn leden, de ene in hoofdorde, de andere als plaatsvervanger, om de gemeente te vertegenwoordigen bij het verlijden van de akten tijdens de buitengewone algemene vergadering van oprichting van de fusiemaatschappij.

De kandidaten gemachtigden zijn:

- De heer Christophe MAGDALIJNS, geboren op 18.07.1971 en wonende Daniel Boonlaan 66, 1160 Oudergem (gemachtigde in hoofdorde); de heer Alain LEFEBVRE, geboren op 01.07.1953 en wonende Joseph Vanderborghdreef 13, 1160 Oudergem (gemachtigde als plaatsvervanger)

De raad gaat bij stemming tot de machtiging over. Het resultaat is als volgt:

- De heer Christophe MAGDALIJNS (gemachtigde in hoofdorde); de heer Alain LEFEBVRE (gemachtigde als plaatsvervanger) – eenparig

Beslist:

- Het door die drie maatschappijen vooropgezette fusieplan goed te keuren
- De verbintenis tot een procedure van fusie door absorptie van die drie maatschappijen goed te keuren, met de maatschappij « Habitations et Logements Sociaux d’Auderghem » als absorberende maatschappij
- Tot de zes (6) vertegenwoordigers van de gemeente Oudergem met beraadslagende stem in de raad van bestuur van de nieuwe entiteit te benoemen:
  - De heer Michel COLLOT, geboren op 17.07.1956 en wonende Invalidenlaan 183/5, 1160 Oudergem
  - De heer Marc TOLLET, geboren op 04.07.1964 en wonende Vorstlaan 308/8, 1160 Oudergem
  - Mevrouw Eloïse DEFOSSET, geboren op 08.03.1991 en wonende Waversesteenweg 1166/2, 1160 Oudergem
  - Mevrouw Florence COULDREY, geboren op 23.05.1974 en wonende Charles Schallerlaan 24, 1160 Oudergem
  - Mevrouw Annick SOMMER, geboren op 16.05.1957 en wonende Lucien Outersgaard 7/6, 1160 Oudergem
  - De heer Jean-Claude VITOUX geboren op 28.12.1954 en wonende Jean

Collinlaan 33, 1160 Oudergem

- Twee (2) kandidaten van de gemeentelijke oppositie aan te duiden om met raadgevende stem in de raad van bestuur van de nieuwe entiteit te zetelen:
- De heer André DECOURRIERE, geboren op 02/03/1954 en wonende Mispelaarstraat 41, 1160 Oudergem
- De heer Bernard LANGE, geboren op 31/01/1969 en wonende Oude Molenstraat 26, 1160 Oudergem
- Machtiging te verlenen aan de heer Christophe MAGDALIJS in hoofdorde en aan de heer Alain LEFEBVRE als plaatsvervanger om de gemeente te vertegenwoordigen bij het verlijden van de akten tijdens de boutengewone algemene vergadering van oprichting van de fusiemaatschappij.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0007 **Urbanisme**

**Mission relative à la performance énergétique du bâtiment - subsidiation - renouvellement de la convention de subside pour le traitement de l'agent préposé**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant ce qui suit :

Dans le cadre d'une nouvelle réglementation européenne adaptée au droit bruxellois portant sur les économies d'énergie dans les bâtiments (la « PEB »), l'IBGE a proposé en 2008 aux communes bruxelloises d'engager un agent spécifiquement chargé de la mission du suivi des volets PEB, volets dorénavant joints aux demandes de Permis d'Urbanisme.

Une première convention portant sur une subvention à 100 % du traitement de l'agent chargé de la mission, sur la description de sa mission ainsi que sur les conditions de subvention a été signée entre notre administration et l'IBGE en janvier 2009.

Le renouvellement pour les 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 de cette convention de mission et de subsidiation ont été soumis à l'approbation de votre Conseil respectivement en date du 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13 et 23/10/2014.

Une nouvelle convention est proposée pour la période du 01/04/2015 au 31/03/2016 à l'approbation du Conseil Communal.

DECIDE:

De marquer son accord sur le renouvellement de la convention, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante et portant sur la subsidiation ainsi que la mission de suivi des volets PEB joints aux demandes de Permis d'Urbanisme.

De charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

La présente délibération sera transmise, sous la forme d'un bref exposé, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs locaux et,

en double exemplaire, à la Ministre de l'Environnement et à l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Stedenbouw**

### **Opdracht betreffende de energie prestatie van het gebouw - subsidiëring overeenkomst - hernieuwing van de subsidie-overeenkomst voor het loon van de aangestelde beambte**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Overwegende wat volgt:

In het kader van de nieuwe Europese wetgeving aangepast aan het Brussels recht inzake de energiebesparing in gebouwen (de "EPB"), heeft het BIM in 2008 aan de Brusselse gemeenten voorgesteld om een medewerker aan te werven die specifiek gelast is met het opvolgen van de EPB-formulieren, die voortaan bij de stedenbouwkundige vergunningen gevoegd dienen te worden.

Een eerste overeenkomst die een subsidie van 100% voorziet van de wedde van de medewerker belast met deze taak, en waarin de beschrijving van zijn opdracht evenals de subsidievoorwaarden opgenomen zijn, werd ondertekend tussen ons gemeentebestuur en het BIM in januari 2009.

De hernieuwing voor 2010, 2011, 2012, 2013 en 2014 van deze overeenkomst inzake de opdracht en de subsidiëring werd ter goedkeuring voorgelegd aan uw Raad op 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13 en 23/10/2014.

Een nieuwe overeenkomst is nu voor de periode van 01/04/2014 tot en met 31/03/2015 aan de Raad ter goedkeuring voorgelegd.

**BESLIST :**

Zijn goedkeuring te verlenen aan de vernieuwing van de overeenkomst die het aanhangsel vormt van de huidige beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, en die betrekking heeft op het opvolgen van de EPB-formulieren die bij de stedenbouwkundige vergunning gevoegd worden.

De Gemeentesecretaris en de Burgemeester worden gelast met de uitvoering van dit besluit.

Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopt verslag overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en, in dubbel exemplaar, aan de Minister van Leefmilieu en het Brusselse Instituut voor het Milieu.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

**Relighting Complet de la Maison Communale (phase 2) - PTI 2013-2015 - Projet n°03 - Marché par procédure négociée directe avec publicité - fixation des conditions - approbation de la dépense et du cahier des charges**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 1991 définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agrément des entrepreneurs ;

Vu l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt publics (Moniteur Belge du 20 août 1998) ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 25 juin 2015 (ref. : #002/25.06.2015/A/0005# ) ;

Vu la prise d'acte du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale de la modification du PTI 2013 – 2015 de la Commune d'Auderghem, en date du 16 juillet 2015 ;

Vu qu'en application des articles 21 et 22 de l'ordonnance, l'obtention de ces subsides est liée à un engagement sur l'honneur (de la part de la commune) de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans, à dater de l'octroi du subside, sans en avertir au préalable l'autorité subsidiante ;

Vu que le Conseil communal doit marquer son accord sur un programme d'entretien des ouvrages réalisés grâce à la subsidiation et remettre un programme d'entretien attestant du caractère concret de cet aménagement, à savoir :

- 1ère année 1.500 €
- 2ème année 2.000 €
- 3ème année 3.000 €
- 4ème année 4.500 €
- 5ème année 6.500 €

Vu que cette dépense sera prévue à l'article budgétaire 104/125.02 du budget ordinaire 2016 et années suivantes ;

Vu que l'accord de principe de subsides doit être sollicité ;

Vu les articles 234 à 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu qu'il est nécessaire, pour des raisons de confort de travail du personnel et d'accueil du public mais surtout pour des raisons d'économie d'énergie, de poursuivre les travaux de relighting de la maison communale ;

Vu l'avis favorable du Comité pour la Prévention et la Protection au Travail reçu en date du 28/08/2015 ;

Vu le cahier spécial des charges n°35/2015 destiné à régir cette entreprise ;

Vu que le montant total du marché est estimé à 150.000,00 € TVAC ;  
Vu qu'un montant de 150.000,00 € est prévu à l'article 100/724.60 « Relighting maison communale (phase 2) » du budget extraordinaire de 2015;  
Vu l'avis de publication repris en annexe ;

DECIDE :

- d'établir un marché par procédure négociée directe avec publicité et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°35/2015 ;
- de désigner Monsieur Didier SCHOTTE comme Coordinateur Sécurité Chantier du présent marché ;
- d'approuver l'avis de publication repris en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 150.000,00 € TVAC ;
- d'imputer cette dépense à l'article 100/724.60 « Relighting maison communale (phase 2) » du budget extraordinaire de 2015;
- de solliciter l'octroi de principe du subside auprès de la Direction des Investissements du Service Public Régional de Bruxelles;
- de marquer son accord sur l'établissement d'un programme d'entretien portant sur les 5 années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage (1ère année : 1.500 € ; 2ème année : 2.000 € ; 3ème année : 3.000 € ; 4ème année : 4.500 € ; 5ème année : 6.500 €)
- de s'engager sur l'honneur de ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pour lequel il bénéficie d'un subside dans les 20 ans de l'octroi de ce dernier.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Publieke Ruimte**

**Volledige relighting van het Gemeentehuis (fase 2) - DIP 2013-2015 - Project nr. 03 - Opdracht via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten voor klassieke sectoren;

Gezien het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 20 maart 1991 die de erkenning van aannemers van werken regelt;

Gezien het Ministerieel besluit van 27 september 1991 tot nadere bepaling van de indeling van de werken volgens hun aard in categorieën en ondercategorieën met betrekking tot de erkenning van de aannemers;

Gezien de Beschikking van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen (Belgische Staatsblad van 20 augustus 1998);

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2015 (ref: #002/25.06.2015/A/0005#);

Gezien het nemen van handeling van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het DIP 2013 - 2015 van de Gemeente Oudergem in datum van 16 juli 2015;

Gezien de toepassing van de artikelen 21 en 22 van de beschikking, het verkrijgen van deze subsidie gepaard gaat met een (door de gemeente) belofte op eer om gedurende een periode van twintig jaar de bestemming van het goed niet over te dragen of te wijzigen zonder de subsidiërende autoriteit hiervan vooraf op de hoogte te brengen.

Gezien de Gemeenteraad een overeenkomst moet bereiken over een programma van onderhoud van de werken die dankzij subsidiëring worden verwezenlijkt en een programma van onderhoud overhandigen dat getuigt van het concrete karakter van deze aanpassing, met name:

- 1ste jaar 1.500 €
- 2de jaar 2.000 €
- 3de jaar 3.000 €
- 4de jaar 4.500 €
- 5de jaar 6.500 €

Gezien deze uitgaven in het budgettaire artikel 104/125.02 van de gewone begroting 2016 en volgende jaren zullen voorzien zijn;

Gezien de artikelen 234 tot 236 van de nieuwe Gemeentewet;

Gezien de noodzaak wegens werkcomfort van het personeel en ontvangst van het publiek maar vooral wegens redenen van energiebesparing, om de werkzaamheden van relighting van het Gemeentehuis voort te zetten;

Gezien het positief advies van het Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk, ontvangen op 28/08/2015;

Gezien het bijzonder lastenboek nr. 35/2014 bestemd voor deze onderneming te beheren;

Gezien het totaal bedrag van de opdracht geschat is op 150.000,00 € BTW incl.;

Gezien een bedrag van 150.000,00 € is voorzien op het artikel 100/724.60 "Relighting van het Gemeentehuis (fase 2)" van de buitengewone begroting van 2015;

Gezien het publicatiebericht als bijlage;

#### BESLIST

- een opdracht via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking op te stellen en de gunningsvoorwaarden van de opdracht vast te stellen volgens het bijzonder lastenboek nr. 35/2015 ;
- De Heer Didier SCHOTTE aan te duiden als Veiligheidscoördinator Werf van deze opdracht;
- het publicatiebericht als bijlage goed te keuren ;
- de uitgave, geschat op 150.000 € incl. BTW goed te keuren ;
- de uitgave op te voeren op l'article 100/724.60 « Relighting Gemeentehuis (fase 2) »



van de buitengewone begroting van 2015;

- om de principe toekenning van de subsidie aan te vragen bij de Directie van de Investerings van de Gewestelijke Openbare Dienst van Brussel;

- om het opstellen van een onderhoudsprogramma voor de 5 jaar volgend op de definitieve ontvangst (1ste jaar 1.500 €, 2de jaar 2.000 €, 3de jaar 3.000 €, 4de jaar 4.000 € 5de jaar 6.500 €) goed te keuren;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0009 **Mobilité**

**Développement du service de car-sharing à Auderghem - Convention tripartite entre la commune, la S.A. Optimobil Bruxelles (dénommée Cambio Bruxelles) et la Région de Bruxelles-Capitale - Approbation.**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21/03/13 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés et plus particulièrement l'article 11 ;

Vu le Plan IRIS II des déplacements ;

Vu le Plan Régional de Développement ;

Vu le Plan Communal de Mobilité (PCM) ;

Vu le Plan d'Action Communal de Stationnement (PACS) ;

Considérant que les véhicules partagés constituent une alternative aux véhicules personnels ;

Considérant que l'opérateur, partie à la présente convention, a été agréé par l'Agence régionale de stationnement depuis le 01/09/2013 (Conseil Administration Agence du 30/08/2013) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22/05/2008 approuvant la convention tripartite relative au développement du service de véhicules à moteurs partagés (Carsharing) en concordance avec les objectifs de la politique régionale de mobilité en Région de Bruxelles-Capitale entre la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Auderghem et l'opérateur Optimobil (Cambio) ;

Considérant les modifications apportées par la Région à cette convention, notamment aux articles 1, 3 et 12 ;

Vu la nouvelle Convention relative au développement du service de Carsharing en concordance avec les objectifs de la politique régionale de mobilité en Région de Bruxelles-Capitale entre la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Auderghem et l'opérateur Optimobil (Cambio) faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège échevinal,

DECIDE :

Article unique : La convention carsharing entre la Région de Bruxelles-Capitale, la commune d'Auderghem et Optimobil Cambio est approuvée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Mobiliteit**

### **Ontwikkeling van de car-sharingdienst te Oudergem - Driedelige overeenkomst tussen de gemeente, de N.V. Optimobil Brussel (genaamd Cambio Brussel) en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaats aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen en meer bepaald het artikel 11 ;

Gelet op het IRIS II Plan van vervoer ;

Gelet op het Gewestelijk OntwikkelingsPlan ;

Gelet op het Gemeentelijke OntwikkelingsPlan ;

Gelet op het Gemeentelijk Parkeeractieplan ;

Overwegende dat de gedeelde motorvoertuigen een alternatief aan persoonlijke voertuigen is ;

Overwegende dat de operator, die partij is bij deze overeenkomst, vooraf moet zijn erkend door het Agentschap; dat hij in casu werd erkend op 01/09/2013 (Raad van Bestuur Agentschap van 30/08/2013) ;

Gelet op de deliberatie van het Gemeenteraad van 22/05/2008 ter goedkeuring van de tripartiete Overeenkomst betreffende de ontwikkeling van de dienst voor gedeelde motorvoertuigen (Carsharing) in overeenstemming met de doelstellingen van het gewestelijk mobiliteitsbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Operator Optimobil (Cambio) ;

Overwegende de wijzigingen in deze overeenkomst gemaakt door het Gewest, namelijk op artikels 1, 3 et 12 ;

Gelet op de nieuwe Overeenkomst betreffende de ontwikkeling van de Carsharingdienst in overeenstemming met de doelstellingen van het gewestelijk mobiliteitsbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Operator Optimobil (Cambio) die integraal deel van deze beraadslaging uitmaakt ;

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het schepencollege,

**BESLIST**

Enig artikel : De carsharingovereenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeente Oudergem en Optimobil Cambio wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

**Plan d'Action Communal de Stationnement - Approbation du rapport final.**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 26 juillet 2013 instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement du 18 juillet 2013 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 février 2014 approuvant le mode de passation et les règles d'exécution du marché relatif à l'élaboration du projet de Plan d'Action Communal de Stationnement ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 mai 2014 attribuant la mission au bureau d'études Espaces Mobilités ;

Considérant que le projet de Plan d'Action Communal de Stationnement a pour objectifs principaux, le maintien du système de zone bleue mis en place sur le territoire communal en 1997 ; l'examen de l'extension de certaines zones ; la création de nouvelles zones et les questions du stationnement des autres types de véhicules (vélos, deux roues motorisées, autocars, poids lourds) ;

Vu le Plan Communal de Mobilité d'Auderghem ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 18 décembre 2014 adoptant le projet de Plan d'Action Communal de Stationnement ;

Vu la délibération du Collège échevinal du 5 mai 2015 approuvant le procès verbal de clôture de l'enquête publique organisée entre le 5 janvier 2015 et le 5 mars 2015 ;

Vu les 146 avis, remarques ou compléments d'informations adressés au Collège des Bourgmestre et Echevins dans le délai imparti ;

Considérant que les réclamations et observations portent essentiellement sur :

- le maintien d'un secteur unique de stationnement pour l'ensemble du territoire communal ;
- la problématique rencontrée pour le stationnement devant les garages innocupés (changement d'affectation) ;
- la problématique rencontrée par le stationnement alterné ;

Vu les demandes d'avis formulées aux communes limitrophes d'Etterbeek, d'Ixelles, d'Overijse, de Watermael-Boitsfort et de Woluwe-Saint-Pierre ; ainsi qu'à l'Agence régionale de stationnement ;

Vu l'avis favorable émis le 24 février 2015 par la commune de Watermael-Boitsfort, sous réserve d'une concertation concernant les zones limitrophes ;

Vu l'absence d'avis des communes d'Etterbeek, d'Ixelles, de Woluwe-Saint-Pierre et

d'Overijse ;

Vu l'avis émis le 18 février 2015 par l'Agence régionale du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que l'objectif de 16% du nombre de places non réglementées et non réservées est atteint ;

Considérant qu'il convient de modifier, corriger et préciser le projet de plan concernant l'extension de la zone bleue dans les secteurs *Lebon, Valduc, Souverain, Vanlindt, Schaller et Beaulieu* afin de répondre à la pression en voirie des secteurs non réglementés ;

Considérant qu'il convient d'adapter le projet de plan en ce qui concerne les zones limitrophes des communes d'Etterbeek, de Woluwe-Saint-Pierre et de Watermael-Boitsfort afin de garder une cohésion avec le tracé des voiries existantes ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique de stationnement et plus particulièrement les articles 19, 28 et 42 relatifs aux dispenses pour le stationnement des vélos et des deux-roues motorisés et à la réduction pour le stationnement des poids lourds ;

Vu l'ordonnance portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2009 et plus particulièrement l'article 17 ;

Vu l'article 117 de la loi communale ;

Sur proposition du Collège échevinal

DECIDE

Article 1 :

Il est pris connaissance des résultats de l'enquête publique, des avis de la commune de Watermael-Boitsfort et de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 2 :

Les modifications, corrections et précisions apportées au plan sont approuvées.

Article 3 :

Les demandes de dispenses pour le stationnement vélo et deux-roues motorisés et de réduction pour le stationnement des poids lourds sont approuvées.

Article 4 :

Le Plan d'Action Communal de Stationnement est adopté définitivement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Mobiliteit**

### **Het Gemeentelijk ParkeeractiePlan - Goedkeuring van het eindverslag.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap ;

Gelet op de ordonnantie van 26 juli 2013 tot vaststelling van een kader inzake

mobilitieitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit ;

Gelet op het besluit van 18 juli 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan ;

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 4 februari 2014 die de gunningswijze en de uitvoeringsregels van de opdracht betreffende de uitwerking van het ontwerp van het gemeentelijk parkeeractieplan goedkeurt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 mei 2014 die de opdracht aan het studie bureau Espaces Mobilités gunt ;

Overwegende dat het ontwerp van gemeentelijk parkeeractieplan tot hoofddoelen heeft het behoud van het ingevoerde systeem van blauwe zone in 1997, het onderzoek naar de uitbreiding van bepaalde zones, de oprichting van nieuwe zones en het onderzoek van het parkeren van de andere soorten voertuigen (fietsen, bromfietsen, autocars, vrachtwagens) ;

Gelet op het ontwerp van gemeentelijk parkeeractieplan ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18 december 2014 die het ontwerp van het gemeentelijk parkeeractieplan goedkeurt ;

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 5 mei 2015 dat de notulen van sluiting van het openbare onderzoek dat tussen 5 januari 2015 en 5 maart 2015 werd georganiseerd goedkeurt;

Gelet op de 146 brieven, opmerkingen en nadere informatie vragen gericht aan het Schepencollege binnen de toegestane termijn ;

Overwegende dat de klachten en opmerkingen hoofdzakelijk betrekking hebben op :

- De handhaving van een enige parkeersector voor het geheel van het gemeentegebied;
- De problematiek rond het parkeren voor de onbezette garages (bestemmingsverandering)
- De problematiek die rond het afwisselend parkeren wordt ontmoet;

Gelet op de adviesaanvragen aan de aangrenzende gemeenten, Etterbeek, Elsene, Overijse, Watermaal-Bosvoorde en Sint-Pieters-Woluwe; alsmede aan het Parkeeragentschap;

Gelet op het gunstig advies van 24 februari 2015 van de gemeente Watermaal-Bosvoorde, onder voorbehoud van een overleg met de aangrenzende zones;

Gezien de afwezigheid van adviezen van de gemeenten van Etterbeek, Elsene, Sint-Pieters-Woluwe en Overijse;

Gelet op het advies van 18 februari 2015 van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap ;

Overwegende dat het doel van 16% van het aantal niet reglementerende en niet voorbehouden plaatsen bereikt is ;

Overwegend dat het nodig is om, het project betreffende de uitbreiding van de blauwe zone in de sectoren *Lebon, Valduc, Vorst, Vanlindt, Schaller* en *Beaulieu* te wijzigen te verbeteren en te verduidelijken teneinde op de druk op de wegenis van de niet

gereguleerde sectoren te antwoorden;

Overwegend dat het nodig is om het project plan wat de aangrenzende gemeenten Etterbeek, Sint-Pieters-Woluwe en Watermaal-Bosvoorde aan te passen teneinde een samenhang met het ontwerp van de bestaande wegnetten te houden;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan en meer bepaald de artikelen 19, 28 en 42 betreffende de vrijstellingen voor het parkeren van fietsen en van de gemotoriseerde tweewielers en de verlaging voor het parkeren van vrachtwagens ;

Gelet op de ordonnantie houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap van 22 januari 2009 en meer bepaald het artikel 17 ;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het Schepencollege

**BESLIST**

Artikel 1 :

Het wordt kennis genomen van de resultaten van het openbare onderzoek, van de adviezen van de gemeente van Watermaal-Bosvoorde en van het advies van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap.

Artikel 2 :

De wijzigingen, de verbeteringen en verduidelijkingen die aan het plan aangebracht worden worden goedgekeurd.

Artikel 3 :

De aanvragen van vrijstellingen voor het fietsparkeer en gemotoriseerde tweewielersparkeer en de verlaging voor het vrachtwagensparkeer worden goedgekeurd.

Artikel 4 :

Het Gemeentelijke ParkeeractiePlan wordt definitief aangenomen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0011 **Mobilité**

**Règlement communal relatif à l'occupation des VéloBox sécurisés.**

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, articles 117 et 119 bis ;

Vu le Plan IRIS II des déplacements (A.G. 09/09/10) ;

Vu l'Ordonnance du 22/01/2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/07/2013 portant le volet règlementaire du Plan régional de politique de stationnement et plus particulièrement la section 1 du chapitre 3 ;

Considérant qu'il convient que les Communes favorisent l'usage du vélo comme substitut aux modes de déplacements urbain motorisés grâce à des facilités de stationnement pour les vélos ;

Considérant qu'il y a lieu de faciliter l'usage du vélo par les riverains en leur offrant des possibilités de stationnement clos, couverts, sécurisés ;

Considérant, dès lors, qu'il convient d'étendre l'offre de stationnement vélos en voirie ;

Sur proposition du Collège échevinal,

**ARRETE :**

### **Article 1**

Un emplacement dans un VéloBox est mis à disposition des personnes qui en font la demande au Collège des Bourgmestre et Echevins dans la limite des moyens disponibles et aux conditions fixées par le présent règlement.

### **Article 2**

Le bénéficiaire d'un emplacement dans un VéloBox a l'obligation, avant la mise à disposition de l'emplacement, de souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile.

### **Article 3**

Le VéloBox peut être uniquement utilisé par l'occupant pour y garer un vélo. Il n'est pas permis d'y placer d'autres objets. Des vélos d'un format exceptionnel tels que des triporteurs, des tandems, des tricycles et autres, ne peuvent y être placés, sauf autorisation explicite du Collège des Bourgmestre et Echevins. Cette interdiction vaut également pour des motocyclettes ou autres véhicules, quels que soit leur nature. Les vélos électriques sont autorisés à condition que leur taille n'excède pas celle d'un vélo ordinaire.

En cas d'infraction à cette règle, le contrat est dissout de plein droit à charge de l'occupant.

Le droit d'occupation ne peut être cédé. Il est interdit à l'occupant de sous-louer l'emplacement à un tiers ou d'en autoriser l'utilisation. Il est interdit à l'occupant de faire reproduire le dispositif de fermeture.

L'occupant agira en bon père de famille et assurera, avec les autres occupants, la propreté de l'intérieur du VéloBox. Il est tenu de signaler immédiatement au Collège des Bourgmestre et Echevins tout dommage, défectuosité, vandalisme ou infraction constatés (02.676.48.76, \* [mobilite@auderghem.irisnet.be](mailto:mobilite@auderghem.irisnet.be) ).

La commune a accès au box à vélos en tout temps, afin de vérifier la bonne exécution des dispositions du contrat.

Le VéloBox n'est pas gardé. L'occupant a l'obligation de verrouiller convenablement celui-ci après chaque usage, ainsi que le vélo qui est placé dans le box. La commune ne peut en aucune manière être tenue responsable des dommages ou vols dans le chef de l'occupant ou de tiers.

L'occupant est conscient du fait que le VéloBox est partagé avec d'autres occupants. Afin de réduire au minimum la garantie et les frais d'utilisation de celui-ci, le Collège des Bourgmestre et Echevins ne remplacera pas systématiquement la serrure en cas de perte du dispositif de fermeture par un des occupants. L'occupant accepte les risques inhérents à cette situation et ne peut tenir la commune responsable des dommages

pouvant en découler.

La commune assure l'entretien de l'extérieur du VéloBox. Toutes les réparations de celui-ci sont à sa charge, sauf celles dues à la négligence de l'occupant.

L'occupant s'engage à libérer temporairement le VéloBox pour une période bien déterminée, à la demande expresse de la commune, par exemple pour l'exécution de travaux d'entretien. Le Collège des Bourgmestre et Echevins communiquera une telle évacuation au moins 10 jours calendrier à l'avance à l'occupant par lettre ou par courriel.

#### **Article 4**

La redevance d'occupation est payable annuellement. Le prix de la redevance d'occupation est fixé à 60,00 € / an (5,00 € /mois). La redevance d'occupation est payée par virement sur le compte financier de la commune. Il est payable au plus tard pour le premier jour du premier mois d'occupation, et ensuite chaque année à la même date.

Lorsque la commune, en cas de force majeure, ne peut garantir l'usage du VéloBox, l'occupant sera déchargé de ses obligations.

#### **Article 5**

En cas de non-respect par l'occupant de ses obligations, l'autorisation d'occupation peut être révoquée de plein droit sans indemnités et/ou remboursement. Le bénéficiaire de l'autorisation d'occupation sera tenu de libérer immédiatement l'emplacement.

#### **Article 6**

L'occupant se voit remettre un dispositif de fermeture permettant le verrouillage et le déverrouillage du VéloBox.

En cas de perte du dispositif de fermeture, l'occupant en avisera immédiatement le Collège des Bourgmestre et Echevins. Un nouveau dispositif de fermeture peut lui être délivré à concurrence d'une somme forfaitaire de 50,00 €.

#### **Article 7**

Le contrat est fixé pour une durée de 1 ou 2 ans. Il peut être reconduit pour la même validité.

Les parties peuvent mettre fin au contrat sans aucune motivation et moyennant un préavis d'un mois. Le délai du préavis prend cours le premier jour du mois suivant le mois durant lequel le préavis a été signifié. Le préavis de résiliation doit être signifié à l'autre partie par courrier simple ou par courriel. La date d'envoi (date de la poste), en cas de courriel la date d'envoi vaut comme date de signification de résiliation du contrat.

En cas de résiliation d'une des deux parties, aucun remboursement de la redevance des mois restants ne sera dû.

A la fin du contrat, l'occupant est tenu de laisser le VéloBox libre, propre et en bon état et de restituer le dispositif de fermeture au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le dispositif de fermeture devra être restitué par l'occupant au Collège des Bourgmestre et Echevins à la fin du contrat.

Pour chaque mois entamé après l'expiration du contrat, où le VéloBox ne serait pas libéré ou vidé, une indemnité de 50,00 € par mois sera due.

#### **Article 8**



Les places dans le VéloBox sont attribuées par le Collège des Bourgmestre et Echevins uniquement aux habitants de la commune d'Auderghem qui sont domiciliés dans un périmètre de 500 mètres maximum à pied du VéloBox, qui utilisent de manière régulière le vélo comme moyen de déplacement « domicile-travail » et dont la configuration de l'habitation ne permet pas le stationnement aisé de vélos (absence de garages, de local vélos, de zones de cours et jardins accessibles, etc.).

Le nombre de places par ménage est limité à une. Au cas où il y aurait plus de demandes que de places disponibles, les places sont attribuées suivant la date d'ancienneté de la demande. A cette fin une liste d'attente est établie par l'administration communale.

Au cas où les places disponibles dans un box ne sont pas toutes louées, la commune peut décider de les attribuer aux habitants qui ne répondent pas aux critères de base cités ci-dessus.

### **Article 9**

Les infractions au présent règlement sont punies d'une amende administrative communale de 350,00 € maximum.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Mobiliteit**

### **Gemeentelijk reglement betreffende de bezetting van beveiligde fietsboxen.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikels 117 en 119bis;

Gelet op het IRIS II Plan van vervoer (R.G. 09/09/10);

Gelet op de Ordonnantie houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap (A.G. 18/06/13);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan – bijzonder Hoofdstuk 3 – Afdeling 1 (A.G. 18/06/13);

Overwegend dat het past dat de gemeenten het gebruik van de fiets als alternatief voor de stedelijke gemotoriseerde verplaatsingswijzen aanmoedigen door middel van parkeerfaciliteiten voor fietsen;

Overwegend dat het past dat de gemeenten het gebruik van de fiets voor de bewoners vergemakkelijken door hen afgesloten, overdekte, veilige en ergonomische parkeermogelijkheden aan te bieden;

Overwegend derhalve dat het nodig is om het aanbod van fiets parkeren in het wegennet uit te breiden;

Op voorstel van het Schepencollege,

**BESLIST**

### **Artikel 1**

Er is, binnen de grenzen van het beschikbare en volgens de onderstaande voorwaarden, een plaats in een fietsbox beschikbaar voor al wie een aanvraag bij het Schepencollege

indient.

## **Artikel 2**

Wie een plaats in een fietsbox toegewezen krijgt moet, vooraleer over de plaats te kunnen beschikken, verplicht een wettelijke aansprakelijkheidsverzekering nemen.

## **Artikel 3**

De fietsbox dient door de gebruiker uitsluitend gebruikt te worden voor het stallen van een fiets. Het is niet toegestaan er andere goederen te plaatsen. Ook fietsen van een uitzonderlijk formaat, zoals een bakfiets, tandem, driewieler e.d. mogen niet in de stalling worden geplaatst, tenzij met de uitdrukkelijke toestemming van het Schepencollege. Dit verbod geldt ook voor gemotoriseerde fietsen of voertuigen van welke aard ook. Elektrische fietsen mogen wel in de stalling worden geplaatst, mits ze de afmetingen van een gewone fiets niet te buiten gaan.

Bij overtreding van dit verbod wordt het contract onmiddellijk en van rechtswege opgezegd ten laste van de gebruiker.

Het gebruik kan niet worden overgedragen. De gebruiker mag de stalling niet aan derden onderverhuren of anderszins in gebruik geven. Het is aan de gebruiker verboden extra sleutels van het sluitsysteem te laten maken.

De gebruiker zal zich, samen met de andere gebruikers, bij het gebruik van de stalling als een goede huisvader gedragen en de fietsbox binnenin netjes houden. De gebruiker dient elke vorm van schade, defect, vandalisme of inbraak onmiddellijk aan het Schepencollege te melden (02/676.48.76, [mobilite@oudergem.irisnet.be](mailto:mobilite@oudergem.irisnet.be)).

De gemeente heeft te alle tijde toegang tot de fietsboxen om toe te zien op de naleving van de bepalingen van dit contract.

De stalling is onbewaakt. De gebruiker is verplicht om de fietsbox na elk gebruik degelijk af te sluiten en om de fiets die in de stalling wordt geplaatst op slot te zetten. De gemeente kan op geen enkele wijze aansprakelijk gesteld worden, noch voor schade in hoofde van de gebruiker, noch voor schade aan derden.

De gebruiker is bewust dat hij/zij de fietsbox met andere gebruikers deelt. Om de waarborg en de gebruikskosten van de fietsbox zo laag mogelijk te houden, zal het Schepencollege het slot niet systematisch vervangen in geval van verlies van de sleutel door een of andere gebruiker. De gebruiker aanvaardt de risico's die hieraan verbonden zijn en kan de gemeente niet aansprakelijk stellen voor eender welke schade die hieruit zou voortvloeien.

De gemeente staat in voor het onderhoud van de buitenkant van de fietsbox. Alle herstellingen aan de fietsbox worden door de gemeente gedragen, tenzij deze het gevolg zouden zijn van een nalatigheid van de gebruiker.

De gebruiker verbindt er zich toe de fietsberging tijdelijk te ontruimen voor de welbepaalde periode die door de gemeente gevraagd wordt, bijvoorbeeld voor onderhoudswerkzaamheden. Het Schepencollege verbindt er zich toe dergelijke ontruiming ten minste 10 kalenderdagen op voorhand aan de gebruiker te melden via brief of e-mail.

## **Artikel 4**

De bezettingsretributie wordt jaarlijks betaald. De prijs van de bezettingsretributie is vastgelegd op 60,00 €/jaar (5,00 €/maand). De huurprijs wordt betaald door

overschrijving op de bankrekening van de gemeente. De betaling van de retributie gebeurt uiterlijk tegen de laatste dag van de eerste huurmaand en vervolgens elk jaar tegen dezelfde datum.

Indien de gemeente door overmacht het gebruik van de fietsbox niet kan garanderen, zal de huurder ontlast worden van zijn verplichtingen.

#### **Artikel 5**

Bij gebrek aan naleving van zijn verplichtingen door de bezitter kan de gemeente de borg gedeeltelijk of volledig inhouden.

#### **Artikel 6**

De gebruiker ontvangt een sluitsysteem dat de vergrendeling en ontgrendeling van de fietsbox mogelijk maakt.

Bij verlies van het sluitsysteem zal de gebruiker het Schepencollege hiervan onmiddellijk op de hoogte brengen. Een nieuw sluitsysteem kan verkregen worden tegen een vast bedrag van 50,00 €.

#### **Artikel 7**

Het contract wordt afgesloten voor een periode van 1 of 2 jaar, en kan verlengd worden voor eenzelfde periode. De partijen kunnen de overeenkomst zonder enige reden aan te geven opzeggen mits een opzegtermijn van één maand. De opzegtermijn gaat in op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de opzegging werd medegedeeld. De opzegging dient per brief of per email aan de andere partij te worden overgemaakt. De datum van de afgifte, of bij e-mail, de datum van versturen, geldt als datum van mededeling van opzegging van het contract.

Bij opzegging door een der partijen, wordt er geen terugbetaling van de retributie voorzien in verhouding tot de nog ter lopende maanden.

Bij het einde van het contract moet de gebruiker het sluitsysteem aan het Schepencollege terugbezorgen.

De gebruiker is gehouden de fietsbox vrij, proper en in behoorlijke staat achter te laten; Voor elke begonnen maand waarin de fietsbox na het einde van het contract niet gebruikt kan worden of niet ontruimd werd, dient er een vergoeding van 50,00 €/maand betaald te worden.

#### **Artikel 8**

Plaatsen in de fietsbox worden door het Schepencollege enkel toegewezen aan inwoners van Oudergem die gedomicilieerd zijn op maximum 500 m loopafstand van de fietsbox en bij wie de configuratie van de woning niet toestaat makkelijk fietsen te stallen (geen garages, fietsenstalling, geen toegankelijke tuin of binnenplaats enz. ..).

Per gezin wordt er slechts één plaats toegewezen. Als er meer aanvragen dan plaatsen zijn, worden de plaatsen toegewezen naar gelang van de datum van de aanvraag. Hiervoor wordt er door het gemeentebestuur een wachtlijst opgemaakt.

Als niet alle plaatsen in een fietsbox verhuurd zijn kan de gemeente beslissen plaatsen toe te wijzen aan bewoners die niet voldoen aan de bovenstaande basiscriteria.

#### **Artikel 9**

Overtredingen van deze regeling worden bestraft met een administratieve gemeenteboeite van maximum 350,00€.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0012 **Prévention**

**Contrat d'occupation gratuite de la salle de délasserement avenue Lambin n°1 à Auderghem, entre la commune d'Auderghem et les Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem, dans le cadre d'un stage de remédiation organisé par la cellule de veille ESPAS durant la semaine du 24 au 28 août 2015.**

Le Conseil,

Etant donné que la cellule ESPAS de la maison de la prévention propose des stages de remédiation lors de congés scolaires, dans le but de pérenniser son travail de lutte contre le décrochage scolaire réalisé au quotidien au sein de ses écoles de devoirs ;

Etant donné qu'un stage de remédiation est à nouveau proposé durant la deuxième semaine de Pâques, soit du lundi 13 au vendredi 17 avril 2015, de 9h à 17h, s'adressant à tout enfant de la commune, entre la 5ème année primaire et la 6ème année secondaire, sur inscription ;

Vu qu'un local situé avenue Lambin n°1 à Auderghem est proposé gratuitement au service prévention par la société des 'Habitations et logements sociaux' d'Auderghem, hormis pour ce qui concerne le chauffage nécessitant désormais un paiement de 50 € par jour, chauffage qui ne sera pas sollicité durant la semaine de stage susmentionné ;

Vu que le contrat de location à titre gratuit a été soumis en date du 3 mars 2015 à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide

de ratifier le contrat d'occupation gratuite de la salle de délasserement située avenue Lambin 1 à Auderghem entre la commune d'Auderghem et les Habitations et Logements Sociaux d'Auderghem.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Preventie**

**Contract voor gratis betrekking van de ontspanningsruimte lambinlaan 1 te Oudergem, tussen de gemeente Oudergem en de "Habitations et Logements Sociaux" van Oudergem in het kader van een ophaling stage door de cel espas tussen 24 et 28 augustus.**

De raad,

Gezien dat de cel ESPAS van het Preventiehuis in het kader van haar werk tot bestrijding van het schoolverzuim dagelijks verwezenlijkt in haar takenscholen ophaling stages tijdens de schoolvakanties voorsteld ;

Gezien dat een ophaling stage tijdens de laatste week van de Paasvakantie hetzij van maandag 13 tot vrijdag 17 april 2015 van 9 uur tot 17 uur voor kinderen uit de gemeente van het 5e leerjaar tot het 6e middelbaar en op inschrijving voorgesteld wordt ;

Gezien dat een lokaal gelegen Lambinlaan 1 te Oudergem gratis aan de dienst Preventie door de “Habitations et Logement Sociaux” van Oudergem ter beschikking gesteld word. Behalve voor wat betreft de verwarming die voortaan een betaling van 50 € per dag vereist, verwarming die gedurende de bovenvermelde stage week niet zal gebruikt worden ;

Gezien het contract voor gratis betrekking van het lokaal op datum van 3 maart 2015 voor goedkeuring aan het College van Burgemeester en Schepenen voorgesteld wordt ;  
**BESLIST**

het contract voor gratis betrekking van de ontspanningsruimte lambinlaan 1 te Oudergem tussen de gemeente Oudergem en de “Habitations et Logements Sociaux” van Oudergem te bekrachtigen.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan De Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0013 **Coordinations sociales**

Liquidation des subventions prévues au budget 2015 à diverses associations auderghemoises.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 instaurant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions octroyées par l'administration communale;

Vu sa décision du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation y relative;

Vu les rapports d'activité 2014 pour les deux groupements;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2015 prévoit des dépenses à l'article 761/332/02;

Attendu que ce document a été approuvé par l'autorité de tutelle;

DECIDE :

1) d'autoriser la liquidation des subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2015, en faveur des associations suivantes :

Article 761/332/02 :

ASBL Maison des Jeunes d'Auderghem	2.500,- €
Jongereengemeenschap vzw	2.500,- €

2) de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.  
La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Sociale Coördinatie**

#### **Uitkering van de toelagen ingeschreven in de begroting van 2015 ten voordele van verschillende Oudergemse verenigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen verleend door het Gemeentebestuur;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering ter zake;

Gelet op de activiteitenverslagen voor het dienstjaar 2014 voor de twee verenigingen;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2015 een uitgave voorziet op het artikel 761/332/02;

Gezien de begroting goedgekeurd werd door de Hogere Overheid;

**BESLIST :**

1) de uitkering van de toelagen ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2015 ten voordele van volgende verenigingen toe te laten :5

#### Artikel 761/332/02

ASBL Maison des Jeunes d'Auderghem 2.500,-€

Jongerengemeenschap vzw 2.500,- €

2) Het Schepencollege te belasten met de uitvoering van deze beslissing;

Onderhavige beraadslaging zal, in de vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0014 **Emploi**

#### **Participation de la commune d'Auderghem au Printemps de l'Emploi 2016.**

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'organisation d'un printemps de l'Emploi en 2016 en collaboration avec les communes de Watermael-Boitsfort, Woluwé-Saint-Pierre et Woluwé-Saint-Lambert ;  
Vu la demande d'une subvention pour une collaboration intercommunale ;  
Vu la règlementation liée à cette demande stipulant qu'une délibération des Conseils Communaux des communes associées décidant de se joindre au projet, ou à défaut une délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins ratifiée par le Conseil Communal dans les 40 jours doit être jointe à la demande ;  
Vu le rôle de la commune d'Auderghem dans l'organisation des éditions 2009 à 2014 du « Printemps de l'Emploi » et sa participation à l'édition 2015 ;  
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;  
Attendu que la collaboration engagée entre les 4 communes organisatrices permet de répondre à l'appel à projet de collaboration intercommunale du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'économie d'échelle ;  
DECIDE  
D'autoriser la participation de la commune d'Auderghem à titre de commune partenaire du projet « Printemps de l'Emploi 2016 » en collaboration avec les communes de Watermael-Boitsfort, Woluwé-Saint-Pierre et Woluwé-Saint-Lambert ;  
La présente délibération sera transmise, sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Werkgelegenheid**

Deelneming van de gemeente Oudergem aan de Joblente 2016.

### **DE GEMEENTERAAD**

Gezien de organisatie van de Joblente in 2016 in samenwerking met de gemeenten Watermael-Bosvoorde, Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Lambrechts-Woluwe;

Gezien de aanvraag van een subsidie voor een intergemeentelijke samenwerking;

Gezien de wettelijke bepalingen terzake;

Gezien de rol van de gemeente Oudergem in de organisatie van de Joblente edities 2009 tot 2014 en zijn deelneming in 2015;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

Aangezien dat de samenwerking van de 4 organiserende gemeenten toelaat het oproepproject voor de intergemeentelijke samenwerking van de Minister-President van het Brussels-Hoofdstedelijk gewest in het kader van economisch pijl;

### **BESLIST**

De deelname van de gemeente Oudergem toelaten ten titel van partner gemeente voor het project "Joblente 2016" in samenwerking met de gemeenten Watermael-Bosvoorde, Sint-Pieters-Woluwe en Sint-Lambrechts-Woluwe.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan De Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0015 **Affaires flamandes**

**La distribution de la carte d'enseignants 'Klasse' par la bibliothèque publique Hertoginnedal**

Le conseil,

Vu la nouvelle loi communale,

Vu le décret du Conseil flamand sur la promotion de culture de qualité et locale complète du 13 Juillet 2001, tel que modifié par les décrets du 5 Juillet, 2001, 20 Décembre, 2002, le 21 Mars, 2003, 24 Décembre, 2004, 23 Décembre, 2005, 30 Juin 2006, Juillet 13, 2007 et le 6 Juillet 2012, dont la bibliothèque publique est décrit comme un acteur qui activement répond aux questions des citoyens sur la connaissance, de la culture, de l'information et de divertissement et comme une entité opérant dans les domaines de l'alphabétisation, de la diffusion culturelle et de la culture,

Vu l'importance de l'enseignement comme partenaire stratégique dans la réalisation des objectifs en matière d'alphabétisation numérique et littéraire,

Vu l'offre générale à toutes les bibliothèques publiques néerlandophones en Flandre et la Région de Bruxelles-Capitale pour s'inscrire à l'offre d'agir en tant que distributeur de la carte de l'enseignant (une preuve d'identité et carte de fidélité pour tous les professeurs enregistrés ou à la formation),

Vu le fait que la bibliothèque publique néerlandophone à Auderghem a déjà une forte collaboration avec les écoles locales, mais pas un contact avec tous les enseignants néerlandophones domiciliés à Auderghem,

Vu les avantages intéressantes pour agir en tant que distributeur de la carte des enseignants, à savoir:

- La mise en relation avec une proportion importante d'enseignants qui vivent dans notre commune,
- Le moment de contact avec tous les enseignants sans qu'il y aura un effort supplémentaire pour la bibliothèque au niveau de la communication et de la dotation en personnel,
- La possibilité de promouvoir les services éducatifs de la bibliothèque

Vu les nombreuses possibilités d'accroître la portée de notre public, pour le réseautage et le développement de meilleurs services pour l'enseignement,

Décide:

Que de 15/12/2015 à 30/06/2016 la bibliothèque communale publique Hertoginnedal peut agir en tant que distributeur de la carte d'enseignant pour tous les enseignants et enseignants en formation néerlandophones domiciliés à Auderghem.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Vlaamse Zaken**



## **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Hertoginnedal als verdeler Lerarenkaart**

### **Klasse**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet,

Gelet op het decreet van de Vlaamse raad houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid van 13 juli 2001, gewijzigd bij de decreten van 5 juli 2001, 20 december 2002, 21 maart 2003, 24 december 2004, 23 december 2005, 30 juni 2006, 13 juli 2007 en 6 juli 2012, die de openbare bibliotheek omschrijft als een instantie die actief bemiddelt bij het beantwoorden van vragen over kennis, cultuur, informatie en ontspanning en als een instantie die actief is op het vlak van geletterdheid, cultuurspreiding en cultuurparticipatie,

Gezien het belang van het onderwijs als strategische partners in het realiseren van de doelstellingen op vlak van digitale en literaire geletterdheid,

Gezien het algemeen aanbod naar alle Nederlandstalige openbare bibliotheken in Vlaanderen en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, om in te tekenen op het aanbod om op te treden als verdeler van de Lerarenkaart, een legitimatie- en voordelenkaart voor alle als leerkracht geregistreerde leerkrachten of leerkrachten in opleiding,

Gezien de Nederlandstalige openbare bibliotheek in Oudergem reeds een sterke samenwerking heeft met leerkrachten van de Oudergemse scholen, maar nog niet alle in Oudergem woonachtige leerkrachten bereikt,

Gezien de interessante voordelen verbonden aan het optreden als verdeler van de lerarenkaart, m.n.:

- het bereik van een aanzienlijk deel van de leraren die in onze gemeente wonen,
- het contactmoment met al die leraren zonder dat de bibliotheek hiervoor extra inspanningen moet doen naar communicatie en personeelsinzet,
- de opportuniteit om de dienstverlening van de bibliotheken voor het onderwijs in de verf te zetten en de relevantie van het bibliotheekwerk te kaderen.

Gezien de talrijke kansen voor het verhogen van ons publieksbereik, voor netwerking en het ontwikkelen van een betere dienstverlening voor het onderwijs,

Beslist

- Dat tussen 15/12/2015 en 30/06/2016 de gemeentelijke openbare bibliotheek Hertoginnedal mag optreden als verdeler van de Lerarenkaart naar alle in Oudergem gedomicilieerde leerkrachten en leerkrachten in opleiding.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0016 **Recette**

### **ASBL Gestes et Création - Compte 2014**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de

certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Décide

D'approuver le compte de l'ASBL « Gestes et Création » exercice 2014.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **VZW Gestes et Création - Rekening 2014**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

De rekening van de VZW « Gestes et Création » dienstjaar 2014 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0017 **Recette**

#### **ASBL Maison des Jeunes d'Auderghem - Compte 2014**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Décide

D'approuver le compte de l'ASBL « Maison des jeunes d'Auderghem » exercice 2014.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **VZW Maison des Jeunes d'Auderghem - Rekening 2014**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

De rekening van de VZW « Maison des jeunes d'Auderghem » dienstjaar 2014 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0018 **Recette**

### **ASBL Syndicat d'initiative d'Auderghem - Comptes 2014**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 et la loi du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 2003 et du 15 mai 2003 fixant l'entrée en vigueur des dispositions des lois précitées ;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la comptabilité simplifiée de certaines associations sans but lucratif et fondations ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Décide

d'approuver le compte 2014 de l'a.s.b.l. « Syndicat d'Initiative d'Auderghem ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

### **VZW Vereniging ter bevordering van Oudergem - Rekening 2014**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002 en bij de wet van 16 januari 2003 ;

Gelet op de koninklijk besluiten van 2 april en 15 mei 2003 omtrent de inwerkingtreding van voormelde wetten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 2003 betreffende de vereenvoudigde

boekhouding van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117;

Beslist

de rekening 2014 van de v.z.w. «Vereniging ter bevordering van Oudergem» goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0019 **Recette**

### **Budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Julien**

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la Commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Saint-Julien et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le budget tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration en séance du 26 juin 2015 ;

Attendu que ledit budget pour l'exercice 2016 présente un mali de 29.560,06 € à répartir sur les communes d'Auderghem et de Woluwé Saint Pierre respectivement à hauteur de

85,41 % (25.247,25 €) et 14,59 % (4.312,81 €) ;

Décide

d'aviser favorablement le budget pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Julien.

La présente délibération sera transmise en quintuple exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil n'approuve pas le projet de délibération.

28 votants : 10 votes positifs, 12 votes négatifs, 6 abstentions.

*Non : Sophie de Vos, Christian Coppens, Véronique Jamouille, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Nathalie Masset, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Frédéric Lambin, André Decourrière.*

*Abstentions : Christophe Magdalijs, Bruno Collard, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, Florence Couldrey, Annick Sommer.*

---

### **Ontvangerij**

### **Begroting 2016 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan**

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Kerkfabriek Sint-Juliaan en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de begroting van deze instelling op 26 juni 2015 ;

Gezien de begroting voor het dienstjaar 2016 een mali van 29.560,06 € vertoont , dat dit mali tussen Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe moet verdeeld worden - respectievelijk

85,41 % (25.247,25 €) en 14,59 % (4.312,81 €);

Beslist

een gunstig advies uit te brengen voor de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Juliaan.

Onderhavige beraadslaging in vijfvoud, zal overgemaakt worden aan de Heer de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging niet goed.

28 stemmers : 10 positieve stemmen, 12 negatieve stemmen, 6 onthoudingen.

*Nee : Sophie de Vos, Christian Coppens, Véronique Jamouille, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Nathalie Masset, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Frédéric Lambin, André Decourrière.*

*Onthoudingen : Christophe Magdalijns, Bruno Collard, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, Florence Couldrey, Annick Sommer.*

---

24.09.2015/A/0020 **Recette**

### **Modification de la circonscription territoriale de l'église Protestante - The International Protestant Church of Brussels**

LE CONSEIL

Vu la loi du 8 avril 1802 relative à l'organisation des cultes, notamment l'article 61 ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, notamment l'article 4 - point 6° ;

Vu la demande du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale datée du 1<sup>er</sup> septembre 2014 demandant l'avis du Conseil communal de Watermael-Boitsfort en ce qui concerne la modification de la circonscription territoriale de l'église Protestante – The International Protestant Church of Brussels ;

Attendu que le Conseil Administratif du Culte et Protestant et Evangélique a introduit cette même demande auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 12 juillet 2013 ;

Attendu que le conseil d'administration a approuvé en date du 11 septembre 2012, la répartition des fidèles sur les trois communes concernées, à savoir :

- Watermael-Boitsfort : 240 fidèles – 18,13%

- Auderghem : 308 fidèles – 23,26%
- Uccle : 776 fidèles – 58,61%

Attendu que le Conseil communal de Watermael-Boitsfort a approuvé en date du 19 mai 2015, la demande de modification de la circonscription territoriale de l'église Protestante – The International Protestant Church of Brussels ;

Vu que le poste pastoral actuel reste en vigueur et que le temple se situe depuis 2012 sur le territoire de la commune d'Auderghem, avenue des Héros 40 ;

Considérant de ce fait que la commune d'Auderghem devrait être considérée comme « commune mère » ;

Considérant que la commune d'Auderghem exercera une compétence de tutelle sur les actes du culte « International Protestant Church », que les budgets et les comptes seront soumis à l'approbation du Conseil communal, la commune effectuera le contrôle des budgets et des comptes.

Vu qu'à partir de 2015, tous les documents concernant ce culte seront transmis à la commune d'Auderghem sous réserve de l'accord de l'autorité de Tutelle ;

DECIDE

- D'accepter la demande de modification de la circonscription territoriale de l'église Protestante – The International Protestant Church of Brussels.
- D'accepter la répartition du nombre de fidèles sur le territoire des communes de Watermael-Boitsfort (240), Auderghem (308) et Uccle (776), présentée par le conseil d'administration du culte protestant.
- D'assumer le contrôles des budgets et des comptes à partir de 2015, sous réserve de l'accord de l'autorité de Tutelle.

La présente délibération sera transmise au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Watermael-Boitsfort, ainsi qu' à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 27 votes positifs, 1 abstention.

*Abstention : Véronique Jamoulle.*

---

## **Ontvangerij**

### **Wijziging van de territoriale omschrijving van de Protestantse kerk - The International Protestant Church of Brussels**

#### **DE RAAD**

Gelet op de wet van 8 april 1802 ten opzichte van de organisatie van de erediensten, vooral artikel 61 ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, vooral artikel 4 – punt 6°;

Gezien de vraag van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 1<sup>ste</sup> september 2014 vragend voor het advies van de Gemeenteraad van Watermaal-Bosvoorde betreffende de wijziging van de territoriale omschrijving van de Protestantse kerk – The International Protestant Church of Brussels;

Aangezien dat de Raad van Bestuur van de Protestantse en Evangelische erediensten dezelfde vraag heeft ingevoerd aan het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest op 12 juli 2013;

Aangezien dat de raad van bestuur de verdeling van de gelovigen op drie betrokken gemeenten heeft goedgekeurd op 11 september 2012, namelijk:

- Watermaal-Bosvoord : 240 gelovigen – 18,13%
- Oudergem : 308 gelovigen – 23,26%
- Ukkel : 776 gelovigen – 58,61%

Aangezien dat de Gemeenteraad van Watermaal-Bosvoorde de wijziging van de territoriale omschrijving van de Protestantse kerk - The International Protestant Church of Brussels heeft goedgekeurd op 19 mei 2015;

Overwegende dat de huidige pastorale functie van kracht blijft en dat de tempel sinds 2012 op het grondgebied ligt van de gemeente van Oudergem, Heldenlaan 40;

Gezien het feit dat de gemeente Oudergem beschouwd wordt als “moedergemeente”;

Gezien de gemeente Oudergem de bevoegdheid van toezichthoudende overheid over de akten van de “International Protestant Church” erediensten zal uitoefenen, dat de begrotingen en de rekeningen aan de de goedkeuring van de Gemeenteraad onderworpen zullen worden en de gemeente de controle over de begrotingen en rekeningen zal uitoefenen.

Gezien alle documenten van deze dienst vanaf 2015 aan de Gemeente Oudergem overhandigd zullen worden, dit onder voorbehoud van de goedkeuring van de toezichthoudende overheid;

**BESLIST**

- De vraag aanvaarden van de wijziging van de territoriale omschrijving van de Protestantse kerk – The International Protestant Church of Brussels.
- De verdeling aanvaarden van het aantal gelovigen in de gemeenten van Watermaal-Bosvoorde (240), Oudergem (308) en Ukkel (776), ingediend door de raad van bestuur van de protestantse eredienst.
- De controle aannemen van de begrotingen en de rekeningen vanaf 2015, onder voorbehoud van de goedkeuring van de toezichthoudende overheid.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan het College van Burgemeester en Schepenen van Watermaal-Bosvoorde, alsook aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 27 positieve stemmen, 1 onthouding.

24.09.2015/A/0021 **Recette**

**Vérification de la caisse de la Régie Foncière arrêtée au 31 mars 2015**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE

- du procès-verbal de la vérification de la caisse de la Régie Foncière arrêtée au 31 mars 2015 – effectuée par le Collège des Bourgmestres et Echevins.

La présente délibération, sous forme de bref exposé sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Ontvangerij**

**Vérification van de kas van de Regie voor Grondbeleid op datum van 31 maart 2015**

DE RAAD,

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT AKTE

- Van het proces-verbaal van onderzoek van de kas van de Regie van grondbeleid op datum van 31 maart 2015 uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0022 **Recette**

**Vérification de la caisse communale arrêtée en date du 31 mars 2015**

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale;

PREND ACTE

du procès-verbal de la vérification de la caisse communale arrêtée en date du 31 mars 2015 effectuée par le Collège des Bourgmestres et Echevins.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.



28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Ontvangerij**

### **Verificatie van de gemeentekas vastgesteld op 31 maart 2015**

DE RAAD,

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE

van het proces-verbaal van de onderzoek van de gemeentekas op datum van 31 maart 2015 uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van de beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0023 **SIPP**

### **Marché de service par procédure négociée directe avec publicité relatif à l'affiliation à un SEPP - Approbation des conditions de passation du marché, du cahier spécial des charges, de l'avis de publication et de la dépense- Accord pour inclure le CPAS dans le marché**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu les articles 234 à 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection du travail ;

Vu l'avis favorable rendu le 26 mars 2015 par le Comité de concertation Prévention et Protection au Travail ;

Vu qu'il est proposé de passer un marché conjoint entre la Commune d'Auderghem et le CPAS d'Auderghem ;

Vu que le CPAS d'Auderghem a mandaté la Commune d'Auderghem pour réaliser le marché ;

Vu qu'il est nécessaire d'établir un marché pour l'affiliation à un Service Externe de Prévention et Protection au Travail :

Vu le cahier spécial des charges destiné à régir ce service ;

Vu que la dépense pour la Commune d'Auderghem est estimée à 50.000€ tvac/an ;

Vu que la dépense pour le CPAS d'Auderghem est estimée à 15.000€ tvac/an ;

Vu qu'une somme suffisante sera prévue à l'article 871/12314 du budget ordinaire communal ;

Vu que les factures concernant le CPAS seront directement établies à son nom et transmises au siège social de ce dernier ;

Vu l'avis de publication en annexe ;

DECIDE :

- d'établir un marché par procédure négociée directe avec publicité et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges ;
- d'approuver le cahier spécial des charges relatif à la désignation d'un SEPP;
- d'inclure le CPAS dans ce marché ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à +/- 50.000 € TVAC/an ;
- d'imputer cette dépense à l'article 871/12314 du budget ordinaire.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## **IDPB**

### **Opdracht via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking – Goedkeuring van de voorwaarden, van het lastenboek, het publikatiebericht en de uitgave – Goedkeuring om het OCMW bij de opdracht aan te sluiten**

DE RAAD,

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;

Gezien het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten voor klassieke sectoren ;

Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van concessies voor openbare werken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet, met name artikel 234 en 236;

Gezien de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en de uitvoeringsbesluiten, met name de artikels 40 § 3 en 41;

Gezien het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk ;

Gezien de gunstig advies van de Overleg Comité voor Preventie en Bescherming op het werk op 26 maart 2015 ;

Gezien dat een gemeenschappelijke opdracht tussen de gemeente Oudergem en de OCMW van Oudergem wordt voorgesteld;

Gezien dat de OCMW de opdracht gegeven heeft tot de gemeente Oudergem om de openbare aanbesteding uit te voeren;

Gezien dat het nodig is een aansluiting aan een Externe Dienst voor Preventie en Bescherming op het werk op te stellen

Gezien het lastenboek bestemd om deze opdracht te regelen ;

Gezien een uitgave voor de gemeente Oudergem geschat is op 50.000€/jaar incl. BTW ;

Gezien een uitgave voor de OCMW van Oudergem geschat is op 15.000€/jaar incl. BTW ;

Gezien dat een voldoende bedrag aan de artikel 871/12314 van de gemeentelijke gewone begroting voorzien is;

Gezien dat de facturen betreffende de OCMW rechtstreeks in zijn naam zullen opgesteld worden en aan zijn hoofdkantoor overgebracht zullen worden ;

Gezien de publicatiebericht als bijlage;

**BESLUIT :**

- een opdracht via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking op te stellen en de gunningsvoorwaarden van de opdracht vast te stellen volgens het bijzonder lastenboek;
- het bijzonder lastenboek betreffende de aanduiding van en EDPB goed te keuren ;
- het OCMW bij de opdracht aan te sluiten goed te keuren ;
- het publicatiebericht als bijlage goed te keuren ;
- de uitgave, geschat op +/- 50.000€/jaar incl. BTW goed te keuren ;
- de uitgave op te voeren op artikel 871/12314 van de gewone begroting goed te keuren ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0024 **Service Juridique**

**Recours en annulation au Conseil d'État contre la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juin 2015 de délivrer un permis d'environnement à la s.a. SPI Parc Seny, pour l'exploitation d'un immeuble de logement comportant diverses installations classées, situé rue du Moulin à Papier 53.**

LE CONSEIL,

Vu les Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;  
Vu la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;  
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 270 ;  
Vu la délibération du Collège du 14 juillet 2015 (002/14.07.2015/B/0064);  
Vu la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

d'autoriser l'introduction d'un recours au Conseil d'État contre la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juin 2015 de délivrer un permis d'environnement à la s.a. SPI Parc Seny, pour l'exploitation d'un immeuble de logement comportant diverses installations classées, situé rue du Moulin à Papier 53.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

**Vernietigingsberoep bij het Raad van State tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juni 2015 om een milieuvergunning uit te reiken aan de nv SPI PARC SENY voor de uitbating van een gebouw met woningen dat verschillende ingedeelde inrichtingen omvat, gelegen in de Papiermolenstraat 53.**

DE RAAD,

Gelet op gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de beslissing van het College van 14 juli 2015 (002/14.07.2015/B/0064);

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST:

zijn goedkeuring te geven om een beroep bij het Raad van State te indienen tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juni 2015 om een milieuvergunning uit te reiken aan de nv SPI PARC SENY voor de uitbating van een gebouw met woningen dat verschillende ingedeelde inrichtingen omvat, gelegen in de Papiermolenstraat 53.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0025 **Service Juridique**

**Recours en annulation au Conseil d'État contre la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juin 2015 de délivrer un permis d'urbanisme à la s.a. SPI Parc Seny, tendant à transformer un immeuble de bureaux en logements et bureaux, rue du Moulin à Papier 49-53.**

LE CONSEIL,

Vu les Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 270 ;

Vu la délibération du Collège du 14 juillet 2015 (002/14.07.2015/B/0065);

Vu la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE :

d'autoriser l'introduction d'un recours au Conseil d'État contre la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juin 2015 de délivrer un permis d'urbanisme à la s.a. SPI Parc Seny, tendant à transformer un immeuble de bureaux en logements et bureaux, rue du Moulin à Papier 49-53.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

**Vernietigingsberoep bij het Raad van State tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juni 2015 om een stedenbouwkundige vergunning uit te reiken aan de nv SPI PARC SENY voor de verbouwing van een kantoorgebouw tot woningen en een kantoor, Papiermolenstraat 53 .**

DE RAAD,

Gelet op gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de beslissing van het College van 14 juli 2015 (002/14.07.2015/B/0065);

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST:

zijn goedkeuring te geven om een beroep bij het Raad van State te indienen tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 juni 2015 om een stedenbouwkundige vergunning uit te reiken aan de nv SPI PARC SENY voor de verbouwing van een kantoorgebouw tot woningen en een kantoor, Papiermolenstraat 53.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0026 **Service Juridique**

### **Règlement-Taxe sur les immeubles inachevés**

Le Conseil,

Vu la Constitution, l'article 170 ;

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu le rapport au Collège ;

DECIDE

### **ARTICLE 1**

Il est établi au profit de la commune à partir du **1<sup>er</sup> janvier 2015** et ce jusqu'au **31 décembre 2020** une taxe annuelle sur les immeubles inachevés.

Est considéré comme inachevé l'immeuble qui n'est pas susceptible d'être occupé trois ans après la notification au collège des bourgmestre et échevins du commencement des travaux ou, à défaut d'une telle notification, trois ans après que le permis d'urbanisme délivré soit devenu définitif. Par « permis définitif », il faut entendre le permis qui n'est pas susceptible de recours devant le Conseil d'Etat ou pour lequel le Conseil d'Etat a rejeté la requête en annulation le querellant.

Les immeubles couverts par un permis d'urbanisme prévoyant un phasage des travaux ou par un permis d'urbanisme accompagné d'une convention avec la commune ou d'un engagement unilatéral au profit de la commune prévoyant un phasage des travaux sont considérés comme inachevés s'ils ne sont pas susceptibles d'être occupés dans l'année suivant l'échéance prévue pour les édifier, selon le cas, dans le permis d'urbanisme, la convention ou l'engagement unilatéral ou, à défaut d'échéance fixée précisément, dans les cinq ans, selon le cas, de l'octroi du permis d'urbanisme ou de la signature de la convention ou de l'engagement unilatéral.

### **ARTICLE 2**

Le taux de base de la taxe est fixé à quinze euros (15 €) par mètre carré de surface brute de plancher hors sol telle que prévue dans le permis d'urbanisme relatif à l'immeuble concerné.

Par « surface brute de plancher hors sol », on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs

### **ARTICLE 3**

La taxe est due solidairement par le titulaire du permis d'urbanisme et toutes les personnes qui disposent, sur l'immeuble considéré, de droit quelconque leur permettant d'exécuter ou de faire exécuter les actes et travaux autorisés par le permis d'urbanisme.

### **ARTICLE 4**

La taxe est établie sur base d'un constat signé et daté et effectué par un agent communal dûment désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ce constat est notifié au domicile ou siège social du redevable accompagné d'une copie du présent règlement et, au titre de simple renseignement, du montant de la taxe qui serait due en application dudit règlement.

La taxe frappe le bien visé à partir du premier jour du mois qui suit la date d'envoi du constat d'inachèvement au domicile ou au siège social du redevable.

## **ARTICLE 5**

La taxe n'est pas due :

1° si l'immeuble se situe dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par l'autorité compétente ou ne pouvant plus faire l'objet d'un permis d'urbanisme parce qu'un plan d'expropriation est en préparation.

2° en cas de force majeure dûment démontrée

Les exonérations prévues au présent article ne s'appliquent pas si, durant l'exercice d'imposition l'immeuble fait l'objet d'installations productives de revenus tels que panneaux d'affichage, pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne, cette liste n'étant pas exhaustive.

## **ARTICLE 6**

La taxe est due pour l'année entière et est perçue par voie de rôle.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Juridische dienst**

### **Belastingreglement op de niet-afgewerkte gebouwen**

De Raad,

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op Ordonnantie van 3 April 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op het verslag aan het College;

**BESLIST**

## **ARTIKEL 1**

Er wordt ten bate van de gemeente, **vanaf 1 januari 2015 tot 31 december 2020**, een jaarlijkse belasting geheven op de niet-afgewerkte gebouwen.

Wordt als niet-afgewerkt gebouw aanzien, het gebouw dat niet kan bezet worden drie jaar na de officiële kennisgeving aan het College van Burgemeester en Schepenen van het begin van de werken of, bij gebrek van die kennisgeving, drie jaar na de uitgeleverde stedenbouwkundige vergunning definitief werd. Onder "definitieve vergunning" wordt verstaan: de vergunning die niet in aanmerking komt voor een beroep aan de Raad van State of de vergunning waarvoor de Raad van State al een verzoekschrift op vernietiging heeft verworpen.

De gebouwen, gedekt door een stedenbouwkundige vergunning die werken in verscheidene fasen voorziet of door een stedenbouwkundige vergunning met als bijlage een conventie met de gemeente of een unilaterale verbintenis ten gunste van de gemeente die werken in verscheidene fasen voorziet, zijn beschouwd als niet-afgewerkt

als ze niet kunnen bezet worden in het jaar dat volgt op de vervaldatum voorzien om ze te bouwen, naargelang het geval, in de stedenbouwkundige vergunning, de conventie of de unilaterale verbintenis of bij gebrek aan een vastgestelde vervaldatum, binnen de vijf jaar, naargelang het geval, van de verlening van de stedenbouwkundige vergunning of van de handtekening van de conventie of van de unilaterale verbintenis.

#### **ARTIKEL 2**

De basisaanslagvoet van de belasting is vastgesteld op vijftien euro (15 €) per vierkante meter van de bruto bovengrondse vloeroppervlakte zoals voorzien in de stedenbouwkundige vergunning betreffende het gebouw.

Onder “bruto bovengrondse vloeroppervlakte” wordt verstaan, het totaal van de bedekte vloeren met uitsluiting van de lokalen die zich onder de grond bevinden en bestemd zijn voor het parkeren, als kelders, voor de technische uitrustingen en als opslagplaatsen. De afmetingen van de vloeren zijn gemeten tussen de buitenkanten van de muurgevels; de vloeren worden verondersteld doorlopend te zijn, zonder rekening te houden met een onderbreking van wanden, binnenmuren, kokers, trappenhuisen en liften.

#### **ARTIKEL 3**

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de titularis van de stedenbouwkundige vergunning en personen die een recht op het beschouwde gebouw bezitten die hun toelaten de akten en werken, toegelaten door de stedenbouwkundige vergunning, uit te voeren of doen uitvoeren.

#### **ARTIKEL 4**

De belasting wordt geheven op basis van een proces verbaal gedateerd en opgesteld door een door het College van Burgemeester en Schepenen aangeduide ambtenaar.

Dit verslag is betekend aan de woning of sociale zetel van de belastingplichtige, alsook een kopij van dit reglement en ,ter informatie, een evaluatie van het bedrag dat zou verschuldigd zijn moest het reglement toegepast worden.

De belasting wordt opgelegd vanaf de eerste dag van de maand dat volgt op de dag van toezending van het verslag van onvolmaaktheid naar de woning of sociale zetel van de belastingplichtige.

#### **ARTIKEL 5**

De belasting is niet verschuldigd indien:

1° het gebouw zich bevindt in de perimeter van een onteigeningsplan goedgekeurd door de bevoegde overheid of niet meer het onderwerp mag zijn van een stedenbouwkundige vergunning omdat een onteigeningsplan in voorbereiding is

2° in geval van aangetoonde overmacht.

De vrijstellingen voorzien in dit artikel worden niet toegepast als, tijdens het dienstjaar dat het gebouw het onderwerp is van installaties die inkomsten produceren zoals het aanplakken van reclame, uitzendpunten, masten, antennes en andere installaties van telecommunicatie, uitzenden van signalen en informatie-uitwisseling, deze lijst is niet limitatief.

#### **ARTIKEL 6**

De belasting is verschuldigd per volledig jaar en wordt ingekohierd.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer



Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0027 **Service Juridique**

### **Règlement-taxe pour l'occupation des biens communaux - Modification**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nouvelle loi communale, article 117, alinéa 1<sup>er</sup> et l'article 118, alinéa 1er;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère les articles 1385 decies et undecies au Code judiciaire ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 370 à 372 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

#### **Article 1**

Il est établi une taxe à charge des occupants des locaux et des biens communaux à partir du **1er septembre 2015** et ce jusqu'au **31 août 2019**.

#### **Article 2**

Les taxes et cautions doivent être payées à la caisse communale avant le début de l'occupation.

Elles s'établissent comme suit:

##### A. Occupations régulières

##### 1) Terrain de sport extérieur, éclairé et doté de vestiaires et de douches:

Stade : Location par terrain		
	Non agréé par le Collège	Agréé par le Collège
Toutes les semaines à l'année	1.250 €	150 €
1 sem/2 à l'année	750 €	100 €
1/2 terrain toutes les semaines à l'année	650 €	90 €
1/2 terrain 1sem/2 à l'année	400 €	50 €
1 Prestation (2h) sans vestiaire	30 €	30 €
1 Prestation (2h) avec vestiaire	75 €	75 €

1/2 Journée sans vestiaire	85 €	85 €
1/2 Journée avec vestiaire	125 €	125 €
1/2 terrain 1 sem/2 à l'année	150 €	150 €
1 journée sans vestiaire	200 €	200 €
1 journée avec vestiaire	350 €	350 €
Vestiaire + douche pour 1 personne	2 €	2 €

## 2) Locaux divers

a) Locaux scolaires (gymnase, préau, classe, cuisine...)

30 € par mois à raison d'une occupation d'un jour par semaine, tout mois entamé étant compté pour un mois entier.

Toute occupation supplémentaire donne lieu à une imposition de 6 € par jour.

b) Autres locaux (salle de réunion...)

20 € par mois à raison d'une occupation d'un jour par semaine, tout mois entamé étant compté pour un mois entier.

Toute occupation supplémentaire donne lieu à une imposition de 3 € par jour.

Les montants ci-dessus sont plafonnés à 500 € par an pour les groupements agréés par le Collège (pour les groupement sportifs sur proposition de la Commission Sportive).

1000 € par an pour les autres groupements.

Caution : 125 € par an à verser au compte de Monsieur le Receveur communal avant la date de la première occupation.

**B. Occupations occasionnelles pour des activités à caractère sportif, culturel ou social pour lesquelles un droit de participation ou d'entrée peut cependant être réclamé afin de couvrir certains frais :**

	Agrées par le Collège		Non agrées par le Collège	
	Une soirée	Un week-end	Une soirée	Un week-end
	<b>sur proposition de la Commission sportive</b>			
- Salle de gymnastique	25 €	50 €	40 €	80 €
- Préau d'école	100 €	150 €	125 €	175 €
- Salle de réunion (complexe administratif)	8 €	12,50 €	10 €	15 €
- Chalet stade communal	50 €	75 €	80 €	100 €
- Salle de tennis de table (centre Omnisports)	100 €	150 €	125 €	175 €
- Terrain de football avec douches				

<b>et vestiaires</b>	<b>125 €</b>	<b>250 €</b>	<b>175 €</b>	<b>350 €</b>
<b>- Autres locaux</b>	<b>12,50 €</b>	<b>25 €</b>	<b>15 €</b>	<b>40 €</b>

Caution : 75 € à verser au compte de Monsieur le Receveur communal avant la date de la première occupation.

- Centre sportif Communal

Le tarif de base est de **15 €** de l'heure pour les locations occasionnelles de groupes non occupants « à l'année » et les activités de clubs composés quasi exclusivement d'adultes.

Ce tarif est réduit à **5 €** de l'heure pour :

- pour les clubs pratiquant un sport collectif comprenant des équipes d'âge
- pour les clubs composés quasi exclusivement de personnes de moins de 18 ans
- pour les établissements scolaires.

**Une salle à la journée : 125 €**

**Deux salles à la journée : 200 €**

**Location ponctuelle (hors contrat de location à l'année) pour 1 salle: 25 €/h**

- Gymnasium

Pour les occupations à l'année (tarif préférentiel)

On entend par occupation à l'année, une occupation par un club ou une asbl de minimum 10 heures par semaine dans un complexe sportif communal.

Salle omnisports : 13€/h

Salles rouge, mauve, verte et de danse-fitness: 10€/h

Pour les autres occupations (tarif ordinaire)

Salle omnisports : 25€/h

1/3 de salle omnisports : 10€/h

1 terrain de badminton (salle omnisports) : 6€/h

Salles mauve et verte : 15€/h

Salles rouge et de danse-fitness : 20€/h

Pour les stages

Un tarif différencié est proposé aux occupants selon qu'il s'agit d'occupations à l'année telles que définies ci-dessus et les autres occupations.

Tarif préférentiel :

Salle omnisports : 40€ par jour ou 25€ la demi-journée

Salles rouge, mauve et verte : 20€ par jour ou 15€ la demi-journée

Tarif ordinaire:

Salle omnisports : 80€ par jour ou 50€ la demi-journée

Salles rouge, mauve et verte : 40€ par jour ou 25€ la demi-journée

### **Article 3**

Les autorisations d'occupation sont accordées par le Collège des Bourgmestre et Echevins suivant les conditions fixées par cette assemblée.

### **Article 4**

Ne sont pas visées par le présent règlement, les occupations de locaux faisant l'objet

d'un contrat séparé entre les groupements et l'administration communale.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## Juridische dienst

### Belasting-Reglement op het gebruik van de gemeentegoederen - Wijziging

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald het artikel 117, alinea 1 en het artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting en fiscale zaken, meer bepaald het artikel 9, welke de artikels 1385 decies en undecies van het gerechtelijk wetboek inschakelt;

Gelet op de beschikkingen van titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 7 tot 10 van de wetboek inzake inkomstenbelastingen 1992, meer bepaald de artikels 370 tot en met 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999;

Gelet op de koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgmeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

#### Artikel 1

Er wordt een belasting vastgesteld ten laste van de gebruikers van de gemeentelijke goederen **vanaf 1<sup>ste</sup> september 2015 tot en met 31 augustus 2019.**

#### Artikel 2

De belastingen en waarborgen, op voorhand betaalbaar aan de gemeenteontvangerij, worden vastgesteld als volgt :

##### A. Regelmatige bezettingen :

##### **1) Sportterrein in openlucht, verlicht en voorzien van kleedkamers en stortbaden :**

<b>Stadion : verhuur per terrein</b>		
	<b>Niet goedgekeurd door het College</b>	<b>Goedgekeurd door het College</b>
<b>Alle weken per jaar</b>	<b>1.250 €</b>	<b>150 €</b>
<b>1 week op 2 per jaar</b>	<b>750 €</b>	<b>100 €</b>
<b>1/2 terrein alle weken per jaar</b>	<b>650 €</b>	<b>90 €</b>
<b>1/2 terrein 1 week op 2 per jaar</b>	<b>400 €</b>	<b>50 €</b>

<b>1 Prestatie (2u) zonder kleedkamer</b>	<b>30 €</b>	<b>30 €</b>
<b>1 Prestatie (2u) met kleedkamer</b>	<b>75 €</b>	<b>75 €</b>
<b>1/2 dag zonder kleedkamer</b>	<b>85 €</b>	<b>85 €</b>
<b>1/2 dag metkleedkamer</b>	<b>125 €</b>	<b>125 €</b>
<b>1/2 terrein 1 week op 2 per jaar</b>	<b>150 €</b>	<b>150 €</b>
<b>1 dag zonder kleedkamer</b>	<b>200 €</b>	<b>200 €</b>
<b>1 dag metkleedkamer</b>	<b>350 €</b>	<b>350 €</b>
<b>Kleedkamer + douche per 1 persoon</b>	<b>2 €</b>	<b>2 €</b>

## 2) Diverse lokalen

a) Schoollokalen (turnzaal, schoolspeelplaats, klas, keuken...)

30 € per maand voor een bezetting van één dag per week, ieder deel van een maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Iedere bijkomende bezetting zal belast worden op 6 € per dag.

b) Andere lokalen (vergaderzaal...)

20 € per maand voor een bezetting van één dag per week, ieder deel van een maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Iedere bijkomende bezetting zal belast worden op 3 € per dag.

De hierboven vermelde bedragen worden beperkt op 500 € per jaar voor de groeperingen officieel erkend door het College (voor de sportieve verenigingen op voorstel van de Sportcommissie).

1000 € voor de andere groeperingen.

Borgtocht : 125 € per jaar te betalen op de rekening van de gemeenteontvanger vóór de datum van de eerste bezetting.

B. Gelegenheidsbezettingen voor activiteiten met sportief- cultureel- of sociaal karakter waarvoor nochtans een deelnemingsrecht of ingangsprijs kan geëist worden om bepaalde kosten te dekken.

	Officieel erkend door het College		Niet officieel erkend door het college	
	Een avond	Een week-end	Een avond	Een week-end
	op voorstel van de Sportcommissie			
- Gymnastiekzaal	25 €	50 €	40 €	80 €
- Overdekte schoolspeelplaats	100 €	150 €	125 €	175 €

- Vergaderzaal(administrat. complex)	8 €	12,50 €	10 €	15 €
- Chalet gemeentestadion	50 €	75 €	80 €	100 €
- Tafeltenniszaal (onminisportcentrum)	100 €	150 €	125 €	175 €
- Voetbalterrein met stortbaden	125 €	250 €	175 €	350 €
- Andere lokalen	12,50 €	25 €	15 €	40 €

Borgtocht : 75 € te betalen op de rekening van de gemeenteontvanger vóór de datum van de eerste bezetting.

- Gemeentelijk Sportcentrum

Het basistarief is **15 €** per uur voor tijdelijke huren van groepen die geen « jaarlijkse » bezetters zijn en activiteiten van clubs samengesteld door bijna exclusief volwassenen.

Dit tarief is verminderd tot **5 €** per uur voor :

- voor clubs die een collectief sport beoefenen bestaande uit jaarploegen
- voor clubs samengesteld door bijna exclusief personen van minder dan 18 jaar
- voor de onderwijsinrichtingen.

**Een zaal per dag : 125 €**

**Twee zalen per dag : 200 €**

**Specifiek verhuren (buiten jaarlijks huurcontract) voor 1 zaal : 25€/u**

- Gymnasium

Voor het jaarlijks gebruik (voorkeurstarief)

We verstaan on jaarlijks gebruik, het gebruik door een club of een vzw van minimum 10 uren per week in een gemeentelijk sportcentrum.

Omnisportzaal : 13€/u

Rode, paarse, groene en dans-fitness zalen: 10€/u

Voor de andere reglematige gebruiken (normaal tarief)

Omnisportzaal : 25€/u

1/3 van de omnisportzaal : 10€/u

1 terrein van badminton (omnisportzaal) : 6€/u

Paarse en groene zalen : 15€/u

Rode en dans-fitness zalen : 20€/u

Voor de stages

Er wordt een gedifferentieerd tarief aan de bezetters voorgesteld naargelang het gaat over jaarlijkse bezettingen zoals hierboven gedefinieerd of andere bezettingen.

Voorkeurstarief :

Omnisportzaal : 40€ per dag of 25€ voor een halve dag

Rode, paarse en groene zalen : 20€ per dag of 15€ voor een halve dag

Normaal tarief:

Omnisportzaal : 80€ per dag of 50€ voor een halve dag

Rode, paarse en groene zalen : 40€ per dag of 25€ voor een halve dag.

### **Artikel 3**

De toelatingen worden verleend door het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig de door hem vastgestelde voorwaarden.

### **Artikel 4**

Vallen niet onder toepassing van huidig reglement, de bezettingen die het voorwerp uitmaken van een aparte overeenkomst tussen de groeperingen en het Gemeentebestuur.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

## 24.09.2015/A/0028 **Ressources Humaines**

### **Personnel communal : Adaptation du cadre du personnel technique (fusion des grades d'ingénieur, d'architecte et de secrétaire d'administration technique en un seul grade de secrétaire d'administration technique).**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 6 mars 1997, références 06.03.97/A/046, portant : Secrétariat – Charte Sociale – Nouveau cadre du personnel communal, modifiée par celles des 30 juin 1998, références 30.06.98/A/025, 21 mars 2002, références 21.03.2002/A/023, 27 juin 2002, références 27.06.2002/A/023, 17 octobre 2002, références 17.10.2002/A/028 et 17.10.2002/A/027, 26 mai 2005, références 26.05.2005/A/017, 23 novembre 2006, références 23.11.2006/B/029, 27 mai 2010, références 27.05.2010/A/038, 27 janvier 2011, références 27.01.2011/A/017, 24 octobre 2013, références 002/24.10.2013/A/0013, et 23 octobre 2014, références 002/23.10.2014/A/0024, approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale suivant courrier du 10 décembre 2014, références 2963675979 ;

Considérant ce qui suit :

Une description de fonction unique pour les grades d'ingénieur, d'architecte et de secrétaire d'administration technique au service Urbanisme a été établie en rapprochant les épreuves de sélection du type de travail des agents.

Le cadre du personnel technique actuel prévoit 2 emplois d'ingénieur (A1-2-3), 1 emploi d'architecte (A1-2-3) et 1 emploi de secrétaire d'administration technique (A1-2-3).

La fusion des descriptions de fonction des agents de niveau A affectés au service Urbanisme nécessite la modification du cadre supérieur du personnel technique.

Concrètement, il est proposé de convertir les emplois d'ingénieur, d'architecte et de secrétaire d'administration en 4 emplois de secrétaire d'administration technique ;

Vu le protocole d'accord n° 2015/6 du Comité Particulier de Négociation qui s'est réuni le 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

DECIDE :

de modifier comme suit le cadre du personnel technique :

<b>Personnel technique</b>		<b>Cadre actuel</b>	<b>Proposition</b>
Conseiller technique	A6	1	1
Chef de division technique	A5	1	1
Architecte	A1-2-3	<b>1</b>	<b>Secrétaire d'administratio technique</b>
Ingénieur industriel	A1-2-3	<b>2</b>	
Secrétaire d'administration technique	A1-2-3	<b>1</b>	
Secrétaire technique chef	B4	1	1
Secrétaire technique	B1-2-3	3	3
Assistant technique chef	C4	1	1
Assistant technique	C1-2-3	2	2
<b>TOTAL</b>		<b>13</b>	<b>13</b>

La présente délibération, en double exemplaire, sera transmise à Monsieur Le Ministre – Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

## **Human Resources**

### **Gemeentepersoneel : Aanpassing van het personeelskader van het technisch personeel (fusie van de graden van ingenieur, architect en technisch bestuurssecretaris in één enkele graad van technisch bestuurssecretaris)**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 6 maart 1997, referten 06.03.97/A/046, houdende : Secretariaat - Sociaal Handvest – Nieuw kader van het gemeentepersoneel, gewijzigd door deze van 30 juni 1998, referten 30.06.98/A/025, 21 maart 2002, referten 21.03.2002/A/023, 27 juni 2002, referten 27.06.2002/A/023, 17 oktober 2002, referten 17.10.2002/A/028 en 17.10.2002/A/028, 26 mei 2005, referten 26.05.2005/A/017, 23 november 2006, referten 23.11.2006/A/029, 27 mei 2010, referten 27.05.2010/A/038, 27 januari 2011, referten 27.01.2011/A/017, 24 oktober 2013, referten 002/24.10.2013/A/0013 en 23 oktober 2014, referten 002/23.10.2014/A/0023, goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest per schrijven van 10 december 2014, referten 2963675979 ;



Overwegende hetgeen volgt :

Een unieke functiebeschrijving voor de graden van ingenieur, architect en technisch bestuurssecretaris in de dienst Stedenbouw werd opgemaakt en hierbij werden de selectieproeven in overeenstemming met het reële werk van de ambtenaren gebracht; Het actueel kader van het technisch personeel voorziet 2 betrekkingen van ingenieur (A1-2-3), 1 betrekking van architect (A1-2-3) en 1 betrekking van technisch bestuurssecretaris (A1-2-3).

De fusie van de functiebeschrijvingen van ingenieur en architect vereist een wijziging van het hoger kader van het technisch personeel.

Concreet wordt er voorgesteld om de betrekkingen van ingenieur, architect en bestuurssecretaris om te zetten in 4 betrekkingen van technisch bestuurssecretaris.

Gezien de akkoordovereenkomst nr. 2015/6 ondertekend op datum van 1 juli 2015 door het Bijzonder Onderhandelingscomité ;

Gezien de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het Schepencollege ;

**BESLIST :**

Als volgt het personeelskader van het technisch personeel te wijzigen :

<b>Technisch personeel</b>		<b>Actueel kader</b>	<b>Voorstel</b>
Technisch adviseur	A6	1	1
Technisch afdelingschef	A5	1	1
Architect	A1-2-3	<b>1</b>	<b>Technisch bestuurssecretaris</b>
Industrieel ingenieur	A1-2-3	<b>2</b>	
Technisch bestuursecretaris	A1-2-3	<b>1</b>	
			<b>4</b>
Technisch hoofdsecretaris	B4	1	1
Technisch secretaris	B1-2-3	3	3
Technisch hoofdassistent	C4	1	1
Technisch assistent	C1-2-3	2	2
<b>TOTAAL</b>		<b>13</b>	<b>13</b>

Huidige beraadslaging, in dubbel exemplaar, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0029 **Ressources Humaines**

**Personnel communal : Modification du statut administratif du personnel communal (modification des conditions particulières d'admission à certaines fonctions du cadre technique et modification de certains programmes d'examen du personnel technique**

**supérieur (niveaux A).**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 avril 1997, références 17.04.97/A/021, portant : Secrétariat – Charte Sociale – Nouveau statut du personnel communal, modifiée par celles des 16 octobre 1997, références 16.10.97/A/015, 29 avril 1999, références 29.04.99/A/020, 17 octobre 2002, références 17.10.2002/A/029, 26 mai 2005, références 26.05.2005/A/018 et 019, 23 novembre 2006, références 23.11.2006/B/030, 20 septembre 2007, références 20.09.2007/A/029, 24 avril 2008, 27 novembre 2008, références 27.11.2008/A/030, 27 mai 2010, références 27.05.2010/A/039, 27 janvier 2011, références 27.01.2011/A/018, 26 mai 2011, 28 juin 2012, 24 octobre 2013, 18 juillet 2014, références 002/18.07.2014/A/0009 et 23 octobre 2014, références 002/23.10.2014/A/002 approuvée par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale suivant courrier du 10 décembre 2014, références 2963676071;

Revu sa délibération de ce jour, portant : ressources humaines : Modification du cadre du personnel technique (fusion des grades d'ingénieur, d'architecte et de secrétaire d'administration technique en un seul grade de secrétaire d'administration technique) ;

Considérant que cette modification du cadre nécessite la modification des conditions particulières d'admission à certaines fonctions du cadre technique et la modification de certains programmes d'examen du personnel supérieur (niveaux A) ;

Considérant que le Collège échevinal a souhaité d'ajouter dans les programmes d'examen des éléments de gestion du personnel.

Vu le protocole d'accord n° 2015/7 du Comité Particulier de Négociation qui s'est réuni le 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

A l'article 5 du statut administratif du personnel communal, il y a lieu de supprimer les dénominations de grades d'architecte et d'ingénieur, comme suit :

*Les dénominations de grades sont, en principe, liées à la répartition hiérarchique fonctionnelle par niveau avec répartition entre les fonctions d'encadrement (et de direction) d'une part et les fonctions d'exécution d'autre part. Dans chaque niveau, à partir du code 4, les fonctions sont dirigeantes.*

*Les dénominations suivantes figurent au cadre du personnel :*

**Niveau A**

- *A11 : secrétaire communal*
- *A10 : receveur communal*
- *A7 : gestionnaire des ressources humaines*
- *A6 : conseiller*
- *A5 : chef de division*

- A4 : conseiller adjoint
- A1: secrétaire d'administration, secrétaire d'administration technique, secrétaire d'administration – conseiller pédagogique, **architecte, ingénieur**

## **ARTICLE 2.**

L'article 17 (Chapitre III – Recrutement et nomination du personnel – Section III. Conditions particulières d'admission) du statut administratif du personnel communal est modifié comme suit :

### **Conditions particulières d'admission aux fonctions du cadre technique**

#### **ASSISTANT TECHNIQUE** (niveau C)

1. être porteur d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) ou assimilé obtenu dans une section appartenant au groupe "construction" ou "travaux publics";
2. satisfaire aux épreuves d'admission dont le programme est repris sous le numéro 8 de l'article 70 de la présente réglementation.

#### **SECRETAIRE TECHNIQUE** (niveau B)

1. être porteur d'un bachelier/graduat en rapport avec la fonction à conférer ;
2. satisfaire aux épreuves d'admission dont le programme est repris sous le numéro 9 de l'article 70 de la présente réglementation.

#### **SECRETAIRE D'ADMINISTRATION TECHNIQUE** (niveau A)

1. être porteur d'un(e) master/licence en rapport avec la fonction à conférer (**par exemple master Ingénieur, master en architecture, master en sciences de l'environnement, ...**);
2. satisfaire aux épreuves d'admission dont le programme est repris sous le numéro 10 de l'article 70 de la présente réglementation.

#### ~~**INGENIEUR** (niveau A):~~

- ~~1. être porteur d'un master Ingénieur ou d'un diplôme assimilé ;~~
- ~~2. satisfaire aux épreuves d'admission dont le programme est repris sous le numéro 11 de l'article 70 de la présente réglementation.~~

#### ~~**ARCHITECTE** (niveau A):~~

- ~~1. être porteur d'un master en architecture~~
- ~~2. satisfaire aux épreuves d'admission dont le programme est repris sous le numéro 12 de l'article 70 de la présente réglementation.~~

## **ARTICLE 3**

L'article 70 (Chapitre IX – Les programmes des examens de recrutement et de promotion) du statut administratif du personnel communal est modifié comme suit :

**PERSONNEL TECHNIQUE – EXAMENS DE RECRUTEMENT ET DE  
PROMOTION**

10 **SECRETAIRE D'ADMINISTRATION TECHNIQUE ( niveau A)**

Recrutement et promotion :

A. Epreuve écrite (4 heures 30')

Epreuve écrite sur un sujet de niveau universitaire en relation avec le prof  
fonction à pourvoir

Cette épreuve a pour objet de déceler la capacité du candidat à exploiter se  
compétences et son expérience pour traiter adéquatement des dossiers qu'i  
gérer régulièrement dans sa future fonction.

B. Epreuve écrite portant sur des matières déterminées (6 heures 30')

Sans spécialisation particulière (6 heures)

- ~~Connaissance de la législation en matière de voirie~~
- ~~Connaissance de la législation en matière d'urbanisme et de perm  
bâtir~~
- ~~Connaissance de la législation en matière de marchés publics~~

Secrétaire d'administration technique - Eco-conseiller

- ~~Ordonnance du 5 juin 1997 du Ministère de la Région de Bruxelles  
Capitale relative aux Permis d'environnement ;~~
- Protection des eaux souterraines ;
- Lutte contre la pollution sonore ;
- **Protection de la nature ;**
- Protection contre les radiations non ionisantes ;
- Principes généraux concernant l'urbanisme et l'aménagement du  
territoire, les monuments et les paysages ~~et la protection de la nature~~
- Développement durable

Secrétaire d'administration technique - service de l'Urbanisme

- **Analyse d'une demande de permis d'urbanisme;**
- **Analyse d'un projet d'ouvrage au regard d'un programme de**
- Connaissance générale de la construction nécessaire au suivi et à l  
surveillance d'un chantier
- **Management du personnel (diriger, motiver et organiser son é**

Secrétaire d'administration technique - service de l'Espace public

- Elaboration d'un avant-projet suivant une notice-programme donn
- Connaissance générale de la construction nécessaire au suivi et à l

surveillance d'un chantier ;

- Connaissance de la législation en matière de marchés publics
- **Management du personnel (diriger, motiver et organiser son é**

C. Epreuve de conversation (~~environ 20 minutes~~ **40 minutes**)

**Recrutement :**

~~Entretien à bâtons rompus sur des sujets en relation avec le profil de la fon~~  
~~pourvoir.~~

- **Discussion de l'épreuve pratique et interrogation sur des ques**  
**administratives et techniques s'y rapportant ainsi que sur des su**  
**relation avec le profil de fonction à pourvoir**

**Promotion :**

- **Entretien à bâtons rompus sur des sujets en relation avec le pr**  
**la fonction à pourvoir.**

N.B. Les agents porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur de ty  
de promotion sociale ou assimilé, section administrations publiques/scienc  
administratives/travaux publics ou construction, d'un diplôme délivré par  
l'E.R.A.P. à la suite de 3 années du cycle de base en management commu  
d'un diplôme délivré à l'issue des cours de formations répondant aux critè  
énumérés à l'article 47 « conditions de promotion au grade de secrétaire  
d'administration », qui ont subi avec succès l'examen de promotion au gra  
secrétaire technique sont dispensés de l'épreuve écrite prévue à la rubriqu  
portant sur des matières déterminées.

11 **INGENIEUR** (~~niveau A~~) : **Abrogé**

**Recrutement :**

A. Epreuve écrite (4 heures 30')

~~Epreuve écrite sur un sujet de niveau universitaire en relation avec le prof~~  
~~fonction à pourvoir.~~

~~Cette épreuve a pour objet de déceler la capacité du candidat à exploiter se~~  
~~compétences et son expérience pour traiter adéquatement des dossiers qu'i~~  
~~gérer régulièrement dans sa future fonction.~~

B. Epreuve écrite portant sur ~~des matières déterminées~~ (5 heures)

- ~~Elaboration d'un avant-projet suivant une notice-programme donn~~
- ~~Connaissance générale de la construction nécessaire au suivi et à l~~  
~~surveillance d'un chantier ;~~
- ~~Connaissance de la législation en matière de marchés publics~~

C. Epreuve de conversation (30 minutes)

~~Entretien à bâtons rompus sur des sujets en relation avec le profil de la fon~~

pourvoir.

12 **ARCHITECTE (niveau A) : Abrogé**

Recrutement :

A. Epreuve écrite (4 heures 30')

Epreuve écrite sur un sujet de niveau universitaire en relation avec le profil fonction à pourvoir.

Cette épreuve a pour objet de déceler la capacité du candidat à exploiter ses compétences et son expérience pour traiter adéquatement des dossiers qu'il gère régulièrement dans sa future fonction.

B. Epreuve pratique sur l'architecture (7 heures)

- Elaboration de l'avant-projet détaillé d'un immeuble suivant un programme donné et sur un terrain donné.

C. Epreuve orale (1 heure)

Discussion de l'avant-projet et interrogation sur des questions administratives techniques s'y rapportant ainsi que sur des sujets en relation avec le profil fonction à pourvoir.

La présente délibération, en double exemplaire, sera transmise à Monsieur Le Ministre – Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Human Resources**

**Gemeentepersoneel : Wijziging van het administratief statuut van het gemeentepersoneel (wijziging van de bijzondere toelatingsvoorwaarden tot sommige functies van het technisch kader en wijziging van de examenprogramma's van het hoger technisch personeel (niveaus A).**

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117 ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 april 1997, referten 17.04.97/A/021, houdende : Secretariaat – Sociaal handvest – Nieuw statuut van het gemeentepersoneel, gewijzigd door deze van 16 oktober 1997, referten 16.10.97/A/015, 29 april 1999, referten 29.04.99/A/020, 17 oktober 2002, referten 17.10.2002/A/029, 26 mei 2005, referten 26.05.2005/A/018 en 019, 23 november 2006, referten 23.11.2006/A/030, 20 september 2007, referten 20.09.2007/A/029, 24 april 2008, 27 november 2008, referten 27.11.2008/A/030, 27 mei 2010, referten 27.05.2010/A/038, 27 januari 2011, referten 27.01.2011/A/018, 26 mei 2011, 24 oktober 2013, 18 juli 2014, referten 002/18.07.2014/A/0009 en 23 oktober 2014, referten 002/23.10.2014/A/0024 goedgekeurd door de Heer Minister van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest per schrijven van 10 december 2014, referten 2963676071 ;  
Herzien zijn beraadslaging van vandaag, houdende : Human resources : Wijziging van het personeelskader van het technisch personeel (fusie van de graden van ingenieur, architect en technisch bestuurssecretaris in één enkele graad van technisch bestuurssecretaris);

Overwegende dat deze wijziging van het personeelskader de wijziging vereist van de bijzondere toelatingsvoorwaarden voor bepaalde functies van het technisch kader en de wijziging van bepaalde examenprogramma's van het hoger personeel van het technisch personeelskader (niveaus A);

Overwegende dat het Schepencollege de wens geuit heeft in het examenprogramma elementen van personeelsbeleid toe te voegen;

Gezien de akkoordovereenkomst nr. 2015/7 Van het Bijzonder Onderhandelingscomité dat vergaderde op 1 juli 2015 ;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

### **ARTIKEL 1**

In het artikel 5 van het administratief statuut van het gemeentepersoneel de graadbenamingen van architect en ingenieur, als volgt, weg te laten :

*De graadbenamingen worden, in principe, gekoppeld aan de functioneel-hiërarchische indeling per niveau met opsplitsing tussen de leidinggevende (en directie-) functies enerzijds en de uitvoerende functies anderzijds. In elk niveau zijn de functies leidinggevend vanaf code 4.*

*De volgende benamingen komen voor in het personeelskader :*

#### **Niveau A**

*A11 : gemeentesecretaris*

*A10 : gemeenteontvanger,*

*A7 : humanresourcesmanager,*

*A6 : adviseur,*

*A5 : afdelingschef,*

*A4 : adjunct-adviseur*

*A1 : bestuurssecretaris, architect, technisch bestuurssecretaris, bestuurssecretaris pedagogisch adviseur, ~~architect, ingenieur~~*

### **ARTIKEL 2**

Het artikel 17 (Hoofdstuk III – Aanwerving en benoeming van het personeel algemene bevorderingsvoorwaarden – Sectie III. Bijzondere aanwervingsvoorwaarden) van het administratief statuut van het gemeentepersoneel wordt als volgt gewijzigd :

### **Bijzondere aanwervingsvoorwaarden voor de functies van het technisch kader**

#### **TECHNISCH ASSISTENT** (niveau C)

1. houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld, behaald in een sectie behorende tot de groep "bouw" of "openbare werken" ;
2. slagen voor de toelatingsproeven waarvan het programma is opgenomen onder

het nummer 8 van artikel 70 van huidig reglement.

**TECHNISCH SECRETARIS** (niveau B)

1. houder zijn van een bachelor/graduaat in verband met de te begeven functie;
2. slagen voor de toelatingsproeven waarvan het programma is opgenomen onder het nummer 9 van artikel 70 van huidig reglement.

**TECHNISCH BESTUURSSECRETARIS** (niveau A)

1. houder zijn van een licentiaat/master in verband met de te begeven functie (bv. **master Ingenieur, Master in architectuur, master milieunatuurwetenschappen, ...**) ;
2. slagen voor de toelatingsproeven waarvan het programma is opgenomen onder het nummer 10 van artikel 70 van huidig reglement.

~~**INGENIEUR** (niveau A):~~

- ~~1. houder zijn van een master Ingenieur of van een gelijkgesteld diploma;~~
- ~~2. slagen voor de toelatingsproeven waarvan het programma is opgenomen onder het nummer 11 van artikel 70 van huidig reglement.~~

~~**ARCHITECT** (niveau A):~~

- ~~1. houder zijn van een master Architectuur;~~
- ~~2. slagen voor de toelatingsproeven waarvan het programma is opgenomen onder het nummer 12 van artikel 70 van huidig reglement.~~

**ARTIKEL 3**

Het artikel 70 (Hoofdstuk IX – De programma's van de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden) van het administratief statuut van het gemeentepersoneel is als volgt gewijzigd :

**TECHNISCH PERSONEEL : AANWERVINGS-EN BEVORDERINGSEXAMENS.**

10 **TECHNISCH BESTUURSSECRETARIS (niveau A)**

Aanwerving en bevordering

A Schriftelijke proef (4 uur 30')

Schriftelijke proef over een onderwerp van universitair niveau in verband met het profiel van de te begeven functie.

Deze proef heeft tot doel een zicht te verkrijgen op de capaciteit van de kandidaat om zijn vaardigheden en ervaring aan te wenden om adequaat dossiers te behandelen die hij in zijn toekomstige functie regelmatig zal moeten beheren.

B. Schriftelijke proef over welbepaalde materies (6 uur 30')

Zonder bijzondere specialisatie

~~o. Kennis van de wetgeving inzake werkaanwijzing~~



- ~~Kennis van de wetgeving inzake wegens~~
- ~~Kennis van de wetgeving inzake stedenbouw en bouwvergunningen~~
- ~~Kennis van de wetgeving inzake openbare aanbestedingen~~

#### Technisch bestuurssecretaris - Milieuadviseur

- ~~ordonnantie van 5 juni 1997 van het Ministerie van het Gewest Brussel-Hoofdstad betreffende Milieuvergunningen ;~~
- Bescherming van het ondergronds water ;
- Strijd tegen de lawaaihinder ;
- **Bescherming van de natuur ;**
- Bescherming tegen de niet- ioniserende straling ;
- Algemene principes betreffende de stedenbouw en de ruimtelijke ordening, de monumenten, de landschappen ~~en de bescherming van de natuur,~~
- Duurzame ontwikkeling .

#### Technisch bestuurssecretaris – dienst Stedenbouw

- **Analyse van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning;**
- **Analyse van een bouwproject ten opzichte van een gegeven programma;**
- Algemene kennis betreffende de bouw noodzakelijk voor het volgen van en toezichthouden op een werf
- **Management van het personeel (zijn ploeg leiden, motiveren en organiseren).**

#### Technisch bestuurssecretaris – dienst Openbare ruimte

- Uitwerking van een voorontwerp volgens een gegeven programmanota ;
- Algemene kennis betreffende de bouw noodzakelijk voor het volgen van en toezichthouden op een werf
- Kennis van de wetgeving inzake openbare aanbestedingen
- **Management van het personeel (zijn ploeg leiden, motiveren en organiseren).**

C. ~~Conversatieproef (ongeveer 20 minuten)~~ **40 minuten**)

#### Aanwerving

~~Onderhoud van de hak op de tak over onderwerpen in direct verband met het profiel van de te begeven functie.~~

- **Discussie over de praktische proef en ondervraging over**

**administratieve en technische kwesties die er verband mee houden alsook over onderwerpen in verband met het profiel van de te begeven functie.**

### **Bevordering**

**• Onderhoud van de hak op de tak over onderwerpen in direct verband met het profiel van de te begeven functie.**

NB. De ambtenaren houders van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie of gelijkgesteld, afdeling openbare besturen/ administratieve wetenschappen/ openbare werken of bouw, van een diploma afgeleverd door de G.SO.B. na het volgen van de basiscyclus van 3 jaar in gemeentelijk management, of van een diploma na het volgen van een opleiding die beantwoordt aan de criteria opgesomd onder het artikel 47 “bevorderingsvoorwaarden tot de graad van bestuurssecretaris” die met succes het bevorderingsexamen tot de graad van technisch secretaris afgelegd hebben, zijn vrijgesteld van de schriftelijke proef voorzien door de rubriek B en houdende over welbepaalde materie.

#### 11 **INGENIEUR** (niveau A) : **Opgeheven**

##### Aanwerving :

A: ~~Schriftelijke proef (4 uur 30')~~

~~Schriftelijke proef over een onderwerp van universitair niveau in verband met het profiel van de te begeven functie.~~

~~Deze proef heeft tot doel een zicht te verkrijgen op de capaciteit van de kandidaat om zijn vaardigheden en ervaring aan te wenden om adequaat dossiers te behandelen die hij in zijn toekomstige functie regelmatig zal moeten beheren.~~

B: ~~Schriftelijke proef over welbepaalde materie (5 uur)~~

~~a. uitwerking van een voorontwerp volgens een gegeven programmanota;~~

~~b. algemene kennis betreffende de bouw noodzakelijk voor het volgen van en toezichthouden op een werf~~

~~c. kennis van de wetgeving inzake openbare aanbestedingen~~

C: ~~Conversatieproef (30 minuten)~~

~~Onderhoud van de hak op de tak over onderwerpen in direct verband met het profiel van de te begeven functie.~~

#### 12 **ARCHITECT** (niveau A) **opgeheven**

##### Aanwerving :

A: ~~Schriftelijke proef (4 uur 30')~~

~~Schriftelijke proef over een onderwerp van universitair niveau in verband met het profiel van de te begeven functie.~~

~~Deze proef heeft tot doel een zicht te verkrijgen op de capaciteit van de kandidaat om zijn vaardigheden en ervaring aan te wenden om adequaat dossiers te behandelen die hij in zijn toekomstige functie regelmatig zal moeten beheren.~~

~~B. Praktisch gedeelte over bouwkunst (7 uur)~~

- ~~• Uitwerking van een gedetailleerd voorontwerp van een gebouw volgens een gegeven programma en op een gegeven terrein.~~

~~C. Mondelinge proef (1 uur)~~

~~Bespreking van een voorontwerp en ondervraging over de daarmee verband houdende administratieve en technische kwesties alsook over onderwerpen in verband met het profiel van de te begeven functie.~~

Huidige beraadslaging in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0030 **Ressources Humaines**

**Marché public relatif aux services d'assurances: Fixation des conditions du cahier des charges et choix du mode de passation - Modification**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu les articles 234 à 236 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'administration a souscrit de multiples contrats d'assurances couvrant les accidents du travail du personnel et des mandataires, la responsabilité civile générale, la responsabilité civile et accidents corporels relative à diverses activités organisées par la commune, la responsabilité coordinateur de sécurité et santé en matière de chantiers ; la responsabilité civile du corps enseignant et accidents corporels scolaires, les dommages au patrimoine communal, les dégâts au parc automobile et autres risques, les missions de service, les transports de fonds ;

Considérant la délibération du 14 juillet 2015, réf. 14.07.2015/B/0068, portant : marché public relatif aux services d'assurances : fixation des conditions du cahier des charges et choix du mode de passation, qui a fait l'objet d'un arrêté de non-approbation de la Tutelle en date du 25 août 2015 ;

Considérant que la non-approbation porte sur des dispositions de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 non respectées ;

Vu les nouvelles modifications apportées aux clauses administratives du cahier spécial des charges n\_1-GRH-2015 destiné à régir l'administration ;

Vu que le marché sera conclu pour une période débutant le 01/01/2016 et se terminant le 31/12/2016, et pourra être reconduit 3 fois pour la même durée à défaut de notification écrite par l'une des parties au plus tard trois mois avant l'échéance de la période d'assurances ;

Vu que la dépense est estimée à  $\pm$  306.357,00€ TVAC/an ;

Vu qu'une somme suffisante sera prévue aux articles 12408/12508/12708/11701/38001 « responsabilité civile », « bâtiments », « parc automobile », « accidents du travail/accidents corporels », « accidents du travail » et 61303/61501 « auto », « bâtiments », du budget ordinaire de 2016,

Vu l'avis de publication en annexe ;

Vu que cet avis sera publié au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel de l'Union Européenne ;

Décide :

- d'établir un marché par appel d'offre ouvert et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n\_1-GRH-2015 modifié ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 306.357,00€ TVAC/an ;
- d'imputer cette dépense aux articles 12408/12508/12708/11701/38001 et 61303/61501 du budget ordinaire de 2016 ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

## **Human Resources**

### **Overheidsopdrachten betreffende verzekeringsdiensten – bepaling voorwaarden van het lastenboek en keuze van de wijze van gunning - Wijziging**

DE GEMEENTERAAD,

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de gunning van een opdracht van verzekeringsdiensten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gezien de artikels 234 tot 236 van de nieuwe gemeentewet ;

Overwegende dat het gemeentebestuur meerdere verzekeringscontracten heeft onderschreven die het volgende dekken : arbeidsongevallen van personeelsleden en mandatarissen, algemene burgerlijke aansprakelijkheid, aansprakelijkheid en lichamelijke letsels betreffende diverse activiteiten georganiseerd door de gemeente,

burgerlijke aansprakelijkheid veiligheidscoördinator inzake werven, aansprakelijkheid onderwijzend personeel en lichamelijke schoolletsels, schade aan het gemeentelijke erfgoed, autoschade en andere risico's, verzekering dienstverplaatsingen personeelsleden en geldvervoer;

Gezien de beraadslaging van 14 juli 2015, ref. 14.07.2015/B/0068, houdende: verheidsopdrachten betreffende verzekeringsdiensten: bepaling voorwaarden van het lastenboek en keuze van de wijze van gunning, die door een besluit van niet goedkeuring van de overheid op datum van 25 augustus 2015 niet goedgekeurd werd; Gezien de niet goedkeuring tot bepalingen van koninklijk besluit van 15 juli 2011 die niet nageleefd werden;

Gezien de nieuwe wijzigingen aan de administratieve bepalingen van de bijzondere lastenboek n\_1-GRH-2015 bestemd om deze opdracht te regelen

Gezien de opdracht gegund is voor een periode van een jaar beginnend op 01/01/2016 en eindigend op 31/12/2016, met mogelijkheid tot hernieuwing gedurende maximum drie jaar bij ontstentenis van schriftelijke notificatie door een van de partijen ten laatste 3 maanden voor het vervaldatum van de verzekeringsperiode ;

Gezien de uitgave geschat wordt op 306.357,00€ BTW incl/jaar ;

Gezien een voldoende som voorzien zal zijn op de volgende begrotingsartikelen : 12408/12508/12708/11701/38001 « burgerlijke aansprakelijkheid », « gebouwen », « auto », « arbeidsongevallen/lichamelijke ongevallen », « arbeidsongevallen » en 61303/61501 « auto », « gebouwen », van de gewone begroting 2016,

Gezien de aankondiging van de opdracht in bijlage;

Gezien die aankondiging gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Officiële Publicatieblad van de Europese Unie;

Beslist :

- een opdracht vast te leggen met open offerteaanvraag en de gunningsvoorwaarden van de opdracht te bepalen overeenkomstig het gewijzigde bijzondere lastenboek n\_1-GRH-2015 ;
- het bericht van publicatie in bijlage goed te keuren ;
- de uitgave die 306.357,00€ BTW incl/jaar bedraagt goed te keuren ;
- de som te boeken op de volgende artikelen 12408/12508/12708/11701/38001 en 61303/61501 van de gewone begroting 2016 ;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

---

24.09.2015/A/0031 **Secrétariat**

**Pour une solidarité renforcée dans l'accueil des demandeurs d'asile, motion de la Liste du Bourgmestre et de SAMEN.**

Vu l'augmentation significative du nombre de demandeurs d'asile provenant de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan dans notre pays ces derniers mois et par conséquent du taux

d'occupation des centres d'accueil ;

Vu la Convention relative au statut des réfugiés signée à Genève le 28 juillet 1951 et ratifiée par la Belgique le 22 juillet 1953 et particulièrement son article 23 qui stipule que les Etats contractants accorderont aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire le même traitement en matière d'assistance et de secours publics qu'à leurs nationaux ;

Vu la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile, laquelle prévoit que tout demandeur d'asile a droit à un accueil devant lui permettre de mener une vie conforme à la dignité humaine ;

Vu l'article 57ter/1 de la loi organique des CPAS, abrogé en 2007 puis rétabli en 2013, lequel impose au gouvernement fédéral d'assurer une répartition harmonieuse des places d'accueil entre les communes et de définir les critères de cette répartition en tenant compte de la situation spécifique de chaque commune ;

Vu le budget fédéral 2015, lequel diminue l'intervention de l'Etat dans l'accueil des demandeurs d'asile, en particulier par des organisations et CPAS (via les Initiatives Locales d'Accueil) de 23 millions d'euros ;

Vu la décision du Conseil des ministres du 11 décembre de diminuer le budget 2015 de l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile (FEDASIL) de 16,4 millions d'euros, passant ainsi de 320 à 304 millions d'euros ;

Vu les décisions récentes prises par le Conseil des ministres fédéraux, notamment les décisions du 28 août 2015 et du 4 septembre 2015 ;

Considérant que la capacité d'accueil telle qu'elle résulte de ces mesures ne permet pas encore d'accueillir tous les demandeurs d'asile ;

Considérant que l'obligation d'accueil des demandeurs d'asile est une obligation de résultat ;

Considérant que pour combattre une possible émergence du racisme il est primordial de lutter contre la mise en concurrence entre les réfugiés et les personnes dans la précarité ;

Considérant que le plan de répartition sur base volontaire décidé par le gouvernement fédéral n'est pas suffisamment clair et équilibré ;

Considérant que chaque commune du pays doit participer à la mission de l'Etat d'accueillir les demandeurs d'asile en fonction de ses capacités ;

Considérant qu'Auderghem contribue, comme bon nombre de communes bruxelloises, à l'effort d'accueil des réfugiés puisque quelques 90 d'entre eux résident sur le territoire communal et que la maison de quartier Le Pavillon organise un accueil de première ligne pour les demandeurs d'asile et les réfugiés ;

Considérant néanmoins qu'au vu des circonstances exceptionnelles, chaque commune se doit de renforcer considérablement ses capacités et moyens d'actions pour faire face à cette crise ;

Considérant que l'article 57ter/1 de la loi organique des CPAS n'a jamais été appliqué alors qu'il permet la mise en œuvre concrète de cette solidarité ;

Considérant qu'une juste répartition des efforts entre communes permet de maximiser les chances d'intégration des demandeurs d'asile ;

Considérant que le remarquable élan citoyen de solidarité qui se déploie dans

l'ensemble du pays pour venir en aide aux demandeurs d'asile dépasse les attentes et qu'il doit être accompagné et soutenu par les autorités locales ;

Considérant que FEDASIL est susceptible d'interpeller les Communes et les CPAS afin de solliciter leur collaboration en vue de mettre en place des initiatives d'accueil et/ou d'accompagnement ;

Considérant les décisions prises le 8 septembre par le Collège des Bourgmestre et Échevins concourant à la mise en place d'une « Initiative Locale d'Accueil » en partenariat avec le CPAS et les Habitations et Logements sociaux d'Auderghem et consistant à coordonner la générosité de nos concitoyens ;

Le Conseil communal d'Auderghem,

Demande au Gouvernement fédéral:

1. De renforcer ses efforts internationaux pour mettre fin à la crise ;
2. D'accélérer l'accueil et le traitement des demandes d'asile afin de leur réserver une réponse dans des délais raisonnables en application du droit d'asile ;
3. D'élaborer un plan de répartition obligatoire, clair et équilibré des demandeurs d'asile à accueillir dans chaque commune du pays tenant compte des efforts, moyens et initiatives déjà déployés ;
4. D'appuyer les communes dans la coordination des initiatives lancées par le secteur associatif et citoyen.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

---

### **Secretariaat**

### **Voor grotere solidariteit in het onthaal van asielzoekers, motie van de Lijst van de Burgemeester en van SAMEN**

Gelet op de beduidende stijging van het aantal asielzoekers uit Syrië, Irak en Afghanistan in ons land tijdens de laatste maanden en de daaruit volgende bezettingsgraad van de onthaalcentra;

Gelet op de Overeenkomst met betrekking tot het statuut van de vluchtelingen, ondertekend in Genève op 28 juli 1951 en door België bekrachtigd op 22 juli 1953 en in het bijzonder haar artikel 23 dat bepaalt dat de ondertekenende staten aan vluchtelingen die regelmatig op hun grondgebied verblijven dezelfde behandeling op het vlak van bijstand en openbare hulp zullen verlenen als aan hun eigen staatsburgers; Gelet op de wet van 12 januari 2007 betreffende het onthaal van asielzoekers, die voorziet dat eender welke asielaanvrager recht heeft op een onthaal dat hem of haar moet toelaten een menswaardig leven te leiden;

Gelet op artikel 57ter/1 van de organieke wet op het OCMW, dat afgeschaft werd in 2007 en dan in 2013 weer ingevoerd werd, dat aan de federale regering oplegt een harmonieuze verdeling van de onthaalplaatsen te verzekeren onder de gemeenten en criteria voor die verdeling vastlegt, rekening houdende met de specifieke toestand van elke gemeente;

Gelet op de federale begroting 2015, die de tussenkomst van de Staat in het onthaal van

asielzoekers, in ,het bijzonder door de organisaties en de OCMW's (via de Plaatselijke Onthaalinitiatieven) met 23 miljoen euro vermindert;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 11 om de begroting 2015 van het Federale Agentschap voor onthaal van asielzoekers (FEDASIL) met 16,4 miljoen euro te verminderen en het van 320 terug te brengen tot 304 miljoen euro;

Gelet op de recente door de federale Ministerraad genomen beslissingen, en in het bijzonder de beslissingen van 28 augustus 2015 en 4 september 2015 ;

Gezien de uit die maatregelen als dusdanig volgende onthaalmogelijkheid nog niet toelaat alle asielzoekers op te nemen;

Gezien het verplichte onthaal van asielzoekers een resultaatverplichting is;

Gezien, het, om een mogelijke racistische opstoot te voorkomen, het van het grootste belang is de concurrentie tussen vluchtelingen en hulpbehoevende te bekampen;

Gezien het verdeelplan op eren vrijwillige basis, zoals beslist door de federale regering onvoldoende duidelijk en evenwichtig is;

Gezien elke gemeente van het land een aandeel moet nemen in de opdracht van de staat om naar mogelijkheid asielzoekers op te nemen;

Gezien Oudergem, zoals talrijke Brusselse gemeenten, bijdraagt tot de inspanning voor het onthaal van vluchtelingen, gezien zowat 90 onder hen al op het gemeentelijke grondgebied verblijven het wijkhuis "Le Pavillon" eerstelijns onthaal voor asielzoekers en vluchtelingen organiseert;

Gezien, wegens de uitzonderlijke omstandigheden, elke gemeente zich niettemin verplicht ziet haar mogelijkheden en actiemiddelen aanzienlijk te versterken om aan deze crisis het hoofd te bieden;

Gezien artikel 57ter/1 van de organieke wet op de OCMW's nooit toegepast werd, hoewel het de concrete aanwending van die solidariteit mogelijk maakt;

Gezien een gerechte spreiding van de inspanningen over de gemeenten aan de asielzoekers de best mogelijke integratiekansen biedt;

Aangezien de opmerkelijke solidaire inzet van de burger, die zich in het hele land uit om de asielzoekers te hulp te snellen buiten verwachting groot is ,en dat hij door de plaatselijke overheden moet begeleid en ondersteund worden;

Aangezien FEDASIL de gemeenten en OCMW's wellicht om medewerking zal vragen om onthaal- en/of begeleidingsinitiatieven op te zetten

Gezien de beslissingen genomen op 8 september door het College van Burgemeester en Schepenen betreffende het opzetten van een « Plaatselijk Onthaalinitiatief » in partnerschap met het OCMW en de Sociale Woningen en Huisvestingen van Oudergem en dat erin bestaat de vrijgevigheid van onze medeburgers te coördineren;

Vraagt de gemeenteraad van Oudergem  
aan de Federale Regering:

1. Haar internationale inspanningen om de crisis te beëindigen op te voeren;
2. De opname en de behandeling van de asielaanvragen te bespoedigen om er binnen redelijke termijnen in toepassing van het asielrecht een antwoord op te bieden;
3. Een verplicht, duidelijk en evenwichtig spreidingsplan op te stellen van de asielzoekers die in elke gemeente van het land moeten opgenomen worden,



rekening houdende met de inspanningen, de middelen en de initiatieven die al ingezet werden;

4. De gemeenten te ondersteunen in de coördinatie van de initiatieven die door verenigingen burgers genomen worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Levée de la séance à 22:00

Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Jean-Claude Vitoux